

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 133 — 26 Janvier 1963

CONGRÈS NATIONAL DU P.S.U.

VENDREDI - SAMEDI

ET DIMANCHE

à ALFORTVILLE

22, rue Voltaire - Autobus 103

Pourparlers de Bruxelles :

LA FRANCE ISOLÉE

au sein de l'Europe

Manifestations, grèves du rendement, les mineurs défendent leurs conditions de travail



(A9 p)

Seul Adenauer soutiendrait volontiers de Gaulle mais le vieux chancelier est lâché par son parlement et l'opinion publique allemande

(Page 6)

Un appel à la gauche pour défendre les victimes de la répression

(Page 4)

Une mesure
de facilité :

**LA TAXATION
DES LÉGUMES**

(Page 9)

Les mineurs de Mays-sur-Orne, dans le Calvados, ont manifesté (photo ci-dessus) pour protester contre les licenciements dus à la modernisation des installations. Ils se sont rendus en cortège à la direction de la mine en demandant une entrevue avec le président-directeur général de l'entreprise.

D'autre part, dans les différentes fosses des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la grève du rendement lancée par la C.G.T. et la C.F.T.C. se poursuit. La C.F.T.C. préconise, on le sait, une grève totale et illimitée.

La baisse de rendement, selon les syndicats, a varié entre 10 et 25 p. cent.

Les installations de surface sont également atteintes par ce mouvement, ce qui accentue encore la baisse de rendement enregistrée dans les puits.

(Page 8)

Grandeur et décadence du chômage

« L'EVOLUTION économique est telle qu'on ne peut plus faire le même travail au même endroit pendant toute sa vie », a déclaré M. Grandval, ministre, devant le Centre des jeunes patrons.

« Un fond de l'emploi serait créé pour atténuer dans l'esprit des travailleurs, cette crainte de changement rendu nécessaire pour des raisons économiques ou par le désir de perfectionnement et de promotion sociale. »

C'est très bien. Il faut aller cependant beaucoup plus loin : car cette constatation entretient chez le travailleur, la conviction qu'il sera à la charge de la société pendant le temps nécessaire à sa « réadaptation », soit au même niveau social, soit à un niveau supérieur.

En effet, la notion d'allocation de chômage est humiliante. Cette allocation est servie avec de la mansuétude. Elle est irrégulière. Il faut être muni de réserves pour aborder une période de chômage : les délais sont longs pour obtenir la délivrance de la carte.

Les bureaux de main-d'œuvre ouverts aux chômeurs, aussi dévoués soient-ils aux intérêts du chômeur — et ils le sont — lui donnent pourtant l'impression, quand il en sort, d'être un vaincu de l'existence. Alors que le chômeur est toujours un homme qui a refusé, consciemment ou non dans le cas de la mise en chômage individuelle, un mode d'existence qui entravait chez lui le développement d'une force dont il ne connaissait pas la direction.

Sans vouloir, à tout prix, considérer le chômeur 1963, comme le pionnier d'un âge nouveau, dans le domaine du travail, on aimerait que ne soient admis au chômage, dans une société, où la main-d'œuvre est appelée à devenir mouvante, seulement des individus choisis pour leur goût de l'évolution de leur propre personnalité. Un jury pourrait examiner les candidatures au chômage.

Ces hommes entreraient dans des centres de rencontres ou de détente où, par le contact avec des personnalités plus diversifiées que dans l'entreprise d'où ils sortent, ils pourraient deviner en eux-mêmes leur propre direction.

Cette conception du chômage renverse celle du contrat de travail classique. L'employeur est obligé de conserver ses travailleurs, sauf dans le cas où l'un d'eux justifie des conditions requises pour entrer dans un de ces centres de réflexion.

La notion de chômeur-expérimentateur économique remplace du coup, celle de chômeur-travailleur inadapté.

Il y a peut-être dans l'état du chômeur 1963, l'esquisse du travailleur mouvant des années à venir toutes proches.

Cette possibilité est ignorée de ceux qui volent dans le chômage, une tare sociale ou une marque d'infamie. Une mise au ban de la société.

Le bourgeois humaniste

L'HUMANISME bourgeois consiste à vouloir tout connaître, en reconnaissant que, de nos jours, cette prétention est insoutenable. Pour le « fin lettré » d'aujourd'hui — et il en reste, bien que la race s'éteigne tout doucement —, le drame de la culture moderne est avant tout un drame de la connaissance : comment res-

ter attaché à la volonté de tout connaître qui était la base de l'humanisme de la Renaissance, et comment aimer Johnny Hallyday en même temps que la cybernétique, sans oublier Castro, le bowling et les fouilles américaines à Jérusalem ?

M. Raymond Cogniat a émis quelques radiations dans « Le Figaro » du 16 janvier, afin de résoudre ce problème.

« Nous en sommes arrivés à un niveau si élevé de la connaissance que l'on commence à avoir envie de tout ignorer. Il est devenu impossible de connaître les livres qui paraissent, même en se limitant à une spécialité », écrit-il.

Et il poursuit : « Pour freiner l'inflation de l'intelligence et de la connaissance, il suffirait de réduire le nombre d'élèves dans les grandes écoles et de tirer au sort les lauréats pour éliminer la vanité individuelle, en donnant plus de place au hasard ».

Cette argumentation est « spirituelle », mais elle ne pouvait être échauffée que par un homme qui possède, à défaut d'une connaissance complète de notre époque, les moyens matériels de l'acquiescer.

Manneken Pis

UN mauvais plaisant a volé le minuscule symbole de cette bonne ville de Bruxelles.

Ce qui rappelle ce mot d'un ministre de Vichy à propos de « qui vous savez » :

— De Gaulle après tout, ce n'est qu'un nain, mais un nain qui n'en finit pas.

Nain peut-être, mais plus difficile à déboulonner que le belge !

Au pays de Jean-Jacques

LE quotidien socialiste de La Chaux-de-Fonds, « La Sentinelle » écrit dans son numéro du 15 janvier, sous le titre : « une évolution qui se dessine en France » :

« Les élections législatives françaises ont permis de cristalliser une situation politique absolument nouvelle... Quelles sont les chances de la gauche ?

La gauche française est constituée par deux courants, l'un communiste, l'autre réformiste.

1° Le Parti communiste est rejeté depuis quinze ans dans un splendide mais terrible isolement... Il est clair aujourd'hui que, à court ou à long terme, la France ne deviendra pas une démocratie populaire. Les chances d'une grande révolution prolétarienne, sainte et pure, sont inexistantes. Les solutions de gauche sont à trouver ailleurs.

2° L'autre courant est constitué par la S.F.I.O. ainsi que par le P.S.U. et un certain nombre de radicaux. Cet agglomérat se caractérise dans son ensemble (P.S.U. excepté) par une peur congénitale du communisme.

Le rapprochement de la S.F.I.O. et du P.C. est possible par une évolution des prises de position du P.C.

3° Entre ces deux grands partis, se situe le P.S.U. qui a effectué un travail d'analyse et de réflexion politique de valeur. Loin des vaines préoccupations électorales, ses militants ont œuvré pour que triomphent certaines conceptions à l'intérieur même de ces deux partis traditionnels. Cet effort ne peut pas ne pas porter de fruits.

Les socialistes suisses ne sauraient se désintéresser de l'évolution de la gauche fran-

çaise, à une époque où plus que jamais ce qui se passe chez nos voisins nous concerne au premier chef. »

Le désir et François Mauriac

NOUS empruntons à l'hebdomadaire « La France Catholique », ce portrait de Brigitte Bardot tel qu'il est recréé par les plus vieux des téléspectateurs de la droite française. « Un vieux monsieur très bien paraît apprécier l'apparition sur l'écran de B.B., et on ne lit pas sans suffoquer un peu, signée de son nom, dans un grand hebdomadaire littéraire cette sorte de confidence : « Il ne reste rien de ce « carlin boudeur ». Visage remodelé par des millions de désirs, il a fini par ressembler à la femme en soi, à la « phâmme », comme écrivait Balzac. Elle nous fait des signes sur l'écran comme dans la rue, et chacun peut la suivre sans bouger de son fauteuil. La T.V. a toujours tenu bureau d'érotisme ».

Inutile de vous dire quel est le vieux monsieur qui accueille ainsi à domicile les démons du soir, puisque vous l'avez déjà deviné !

Il s'agit probablement de François Mauriac — d'où notre titre — mais ce qui nous amuse c'est la vigilance que la charité impose à chacun des chrétiens afin qu'il épie chez son « prochain » la naissance même du désir.

Les bons sentiments

UNE employée des chèques demanda, en invoquant d'impérieuses nécessités de famille, la permission de prendre son congé pendant la période de Noël. Cette demande fut repoussée. L'employée fit appel au syndicat. Le chef de centre donna son accord au congé, en précisant qu'il agissait ainsi par humanité et non à cause des pressions syndicales.

En 1936, on voyait des âmes sensibles s'attrister à l'idée que des millions de salariés aient pu ne jamais connaître la mer ou la montagne. Mais pour que les âmes sensibles commencent à s'émouvoir, il avait fallu que 500.000 travailleurs parisiens fassent une magistrale grève sur le tas.

(Tiré de l'Étincelle Centre de chèques. Janvier 63).

Avanti : Non

A Florence a été rendu le jugement concernant Giuseppe Gozzini, le jeune militant d'action catholique, objecteur de conscience dont nous avons parlé récemment.

Après réflexion les juges l'ont condamné à six mois de prison, ce qui là-bas est le tarif. Au bout des six mois théoriquement on lui propose de reprendre l'uniforme... Il est en fait probable que pour éviter trop de bruit autour de cette affaire Gozzini (qui d'ailleurs est actuellement sérieusement malade) sera réformé sans histoires.

Ce n'est pas encore cette fois que la justice italienne affrontera en face la question de l'objection de conscience.

Publicité gratuite pour le P.S.U.

IL nous faut remercier l'hebdomadaire inconditionnel « Candide », qui dans ses échos, aussi incroyables que cela paraisse, fait de

la publicité gratuite pour le P.S.U.

En effet un petit écho dans ce journal signale à ses lecteurs qu'il nous faut 350.000 AF pour nous loger. Ce qui est l'exacte vérité, nous ne sommes, hélas, pas subventionnés par le Pouvoir comme certains (nous ne nommons personne).

Si les lecteurs de « Candide » manifestent le désir de nous soutenir financièrement, écrivez à « Tribune Socialiste ».

L'Argent n'ayant pas d'odeur, selon la vieille formule de Vespasien, les dons venant de « Candide » seront les bienvenus.

L'orgue de Barbarie

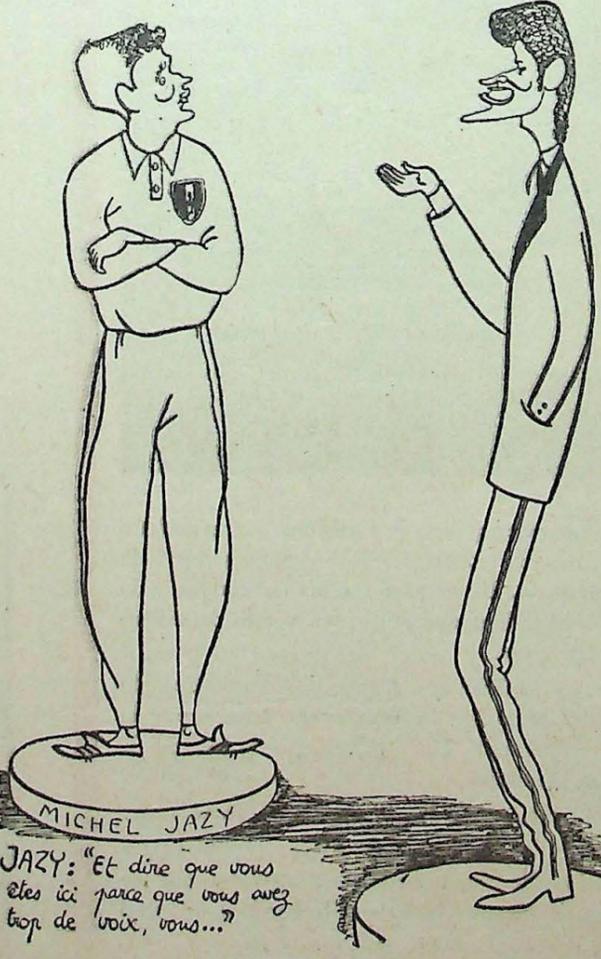
AUX Pays-Bas, le nombre des téléspectateurs dépasse celui des abonnés au téléphone. On a décompté 220.000 postes de télévision. Cependant le nombre des orgues de Barbarie s'est abaissé au chiffre de cinquante. (Douze sont conservés notamment à Amsterdam, préface l'hebdomadaire « Nouvelles de Hollande », diffusé par l'Ambassade des Pays-Bas.)

L'attention des pouvoirs publics a été attirée sur cette dégradation du mobilier culturel national néerlandais. Ces instruments sont exportés peu à peu.

En France, la consommation de la culture par le canal de la télévision ou par le canal de l'orgue de Barbarie n'a pas encore fait l'objet d'une comparaison par l'Institut des Statistiques. Mais seulement par les membres de l'opposition qui se plaignent de ce que la R.T.F. diffuse toujours la même chanson.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

Jazy et Hallyday au Musée Grévin



JAZY: « Et dire que vous êtes ici parce que vous avez trop de voix, vous... »

LE BILLET DE JEAN BINOT

Prophète ou imprudent ?

AUX députés venus Agrigoter les petits jours élyséens, le général - président a confié : « Les Anglais entrèrent un jour dans le Marché commun mais je ne serai sans doute plus là ».

Pour celui qui, la veille encore, déclarait ne vouloir énoncer que des réalités, c'était risquer une prophétie et, peut-on le savoir ? commettre une imprudence...

Une prophétie, qui contenait du reste un hommage implicite rendu à l'obstination britannique mais constituait une manière d'aveu que l'homme providentiel n'entretenait pas d'illusion excessive, quant à la consistance de ses vastes desseins non plus que sur la durée de son œuvre grandiose, une fois qu'il aura disparu.

U n e imprudence peut-être... Car il ne manquera pas d'esprits insoumis, pensifs mais non résignés, pour tirer de cette auguste parole l'espoir accru qu'un certain nombre de proscrits : le respect par le pouvoir de la dignité du citoyen, une justice exempte d'arbitraire, la République enfin... reviendront en ce pays quand il ne sera plus là.

LE CONGRÈS DU P.S.U. S'OUVRE A ALFORTVILLE

NOTRE Congrès national se tiendra les 25, 26 et 27 janvier, à Alfortville, où nous serons les hôtes de notre camarade Bleuse, maire depuis 1947, conseiller général depuis 1953 et député depuis les récentes élections législatives. L'heure est passée où l'on pouvait, en pareille circonstance, pratiquer contre nous une conspiration du silence, tandis que des concurrents, qui s'étaient sans tendresse penchés sur notre berceau, affectaient de nous dédaigner en nous qualifiant de « petite gauche ». Notre parti, âgé de moins de trois ans, bien que ne disposant que de moyens matériels dérisoires, intéresse une fraction importante de l'opinion nationale et internationale, amie, hostile ou neutre.

On nous interroge de partout : je suis bien placé pour en porter témoignage. On s'interroge sur nous. On suivra nos débats avec une attention qui ne doit pas nous faire céder à la mode de l'autosatisfaction du style V^e République, mais qui nous impose, avec des responsabilités accrues, des devoirs supplémentaires.

Est-ce à dire que tout le monde nous comprend et qu'on ne parlera désormais de nous qu'avec objectivité ? Ce serait trop beau. Ceux qui ignorent la démocratie authentique — et ils sont nombreux en l'an V du régime gaulliste — feignent de croire que, parce que nous discutons entre nous (trop, peut-être, mais mieux vaut la liberté avec ses risques que le faux et fragile confort qu'apporte le totalitarisme), nous nous condamnons à l'impuissance. Il nous appartiendra de les décevoir, en leur prouvant que la confrontation, même vive, des idées et des méthodes n'empêche pas l'action commune et le respect par tous des décisions prises à la majorité. D'autres — qui ne sont pas désintéressés — consentent à nous délivrer assez curieusement un certificat de bonne conduite pour notre attitude pendant la guerre d'Algérie, alors qu'ils furent les complices passifs et quelquefois même actifs des pires colonialistes. Un tel hommage s'accompagne d'une ruse : ils insinuent de bouche à oreille que notre rôle apparaît comme moins important, voire comme superflu, maintenant que la guerre est terminée. Or, notre Congrès démontrera — j'en ai l'intime conviction — que si le P.S.U. n'existait pas, il faudrait aujourd'hui l'inventer. En face de la monarchie gaulliste, des réactionnaires et des conservateurs avoués et

honteux, il comble un vide politique, en s'affirmant à la fois comme le parti de l'unité et comme celui du renouveau : ces deux notions, loin de s'opposer, sont, grâce à lui, complémentaires et nous devons en effectuer une profonde synthèse. Les formations traditionnelles, qui se réclament du socialisme, n'étaient pas seulement divisées entre elles et intérieurement, mais sclérosées, inadaptées aux problèmes du jour, les unes s'abandonnant à un dogmatisme qui servait d'alibi à leur opportunisme, les autres s'obstinant à combattre avec des formules rituelles une forme du capitalisme disparue depuis plusieurs années, ce qui constitue la meilleure manière d'assurer la survie du capitalisme contemporain, nullement menacé par « les armes de papa ». La conjuration de l'Alma, le cartel contre nature des « non » n'étaient pas seulement choquants. En s'efforçant d'unir des hommes séparés par un abîme économique et social, une telle stratégie était inévitablement vouée à l'échec. Les oppositions de classes ne sont pas sorties toutes armées du cerveau de Marx ou de quelque autre théoricien : dans un système, fondé sur le profit, elles constituent des faits auxquels on ne peut pas impunément lancer des défis. Aussi le pacte chimérique entre socialistes et hommes de droite a-t-il été déchiré par les électeurs. Un important chemin a été parcouru par beaucoup d'esprits dans la direction du Front Socialiste, tel qu'il avait été défini par notre Congrès de Clichy, et qu'il nous conviendra de préciser à Alfortville. Comme M. Jourdain faisant de la prose sans le savoir, de nombreux travailleurs des deux sexes pratiquent le Front Socialiste, sans en avoir nettement conscience. A nous de transformer des réflexes plus ou moins instinctifs en adhésion raisonnée à la seule politique qui pourra conduire la gauche unie et modernisée à la victoire. Quand ? Nous ne sommes pas prophètes, et nous savons que, si l'audace est une vertu révolutionnaire, la ténacité et la persévérance ne sont pas moins nécessaires pour transformer le monde. Nous devons être prêts à saisir toutes les occasions et mieux, à les provoquer, en n'oubliant jamais que, c'est dans les heures exceptionnelles où les sociétés sont provisoirement plastiques, que l'histoire permet les bonds en avant les plus importants et qu'on peut franchir « les seuils du non-retour ». Mais nous n'avons pas le droit d'entretenir des illusions en laissant croire que les temps sont forcément

proches, alors que la construction de la démocratie socialiste sera très probablement une entreprise de longue haleine.

Lorsque nous repoussons, en effet, les tentatives de séduction du régime, lorsque nous disons un non résolu à toute offre d'intégration, ce n'est pas seulement la forme gaulliste du capitalisme que nous entendons combattre, renverser et remplacer ; c'est le capitalisme lui-même. Nous sentons, certes, la nécessité d'une transition et nous le disons. Encore faut-il ajouter d'une transition vers quoi ? Si nos objectifs immédiats doivent être exposés avec précision, nous ne devons pas dissimuler davantage nos perspectives à moyen et à long terme, ni les forces sur lesquelles nous entendons nous appuyer. Notre Congrès ne réduira pas notre rôle à celui — dont nous ne sous-estimons certes pas l'importance — d'honnêtes courtiers entre les différents représentants des forces populaires. Il nous invitera, bien sûr, à continuer de travailler avec opiniâtreté à l'unité d'action des partis politiques et à l'unité organique des syndicats dans le respect des tendances à tous les échelons. Mais il insistera sur un point fondamental : l'union qu'à travers des succès et des échecs alternés, nous réaliserons ne doit pas être épisodique, purement défensive et improvisée à chaud pendant les seules périodes électorales. Aussi ne peut-elle pas être fondée sur des slogans naguère utiles, voire glorieux, mais aujourd'hui périmés. Elle exige un programme concret, qui nous permettra de vaincre non pas le capitalisme de 1848, ni même de 1936 ou de 1945, mais celui de 1963... C'est en nous adaptant nous-mêmes que nous provoquerons chez les autres un effort d'adaptation.

C'est en nous renouvelant que nous les amènerons à se renouveler. Telle est la tâche exaltante qui peut faire du Congrès d'Alfortville un grand Congrès ! Et lors du Congrès suivant, lorsque le secrétaire national soutiendra, au nom du bureau, son rapport moral, il pourra, en guise de conclusion, dire : « Vous vouliez au moins une vigoureuse section P.S.U. par canton, au moins une section ou un groupe dans chaque entreprise de quelque envergure, dans tous les départements des initiatives couronnées de succès en faveur du Front Socialiste, plus de 15.000 abonnés à T.S., ce programme est réalisé ! »

Edouard Depreux.

DEUX POIDS, DEUX MESURES DANS LA RÉPRESSION

LE rapprochement s'impose : Le caporal-chef Tribut, reconnu coupable de sévices à l'encontre de jeunes recrues du 14^e R.C.P. de Toulouse, est condamné à une peine relativement légère (un an de prison). Et bien entendu, il fait un peu figure de bouc émissaire.

Aucun autre gradé de son unité n'a été l'objet de poursuites.

Peu de temps auparavant, les anciens chefs de la Gestapo Oberg et Knochen ont été mis en liberté.

Que deviennent cependant ceux qui ont été frappés de peines de prison pour leur lutte anticolonialiste pendant la guerre d'Algérie ? Beaucoup sont encore en prison.

On ne s'étonnera pas, dans ces

conditions, que s'élèvent enfin des protestations. Nous parlons, d'autre part, de la conférence de presse qui vient de se tenir à Paris à ce sujet. Citons aussi celle des organisations syndicales de la région lyonnaise qui ont mentionné le cas de Claudie Duhamel et des époux Brochier, qui sont en prison depuis deux ans et demi déjà et qui ont été frappés d'une peine de dix ans.

Les détenus algériens ont été pratiquement tous libérés, ce qui était normal. Pourquoi retient-on en prison leurs camarades français « coupables » des mêmes « délits ».

Mais ceci n'est encore rien : suite aux accords d'Evian, les militaires français auteurs de tortures, massa-

cles et destructions à l'encontre des populations algériennes sont mis définitivement à l'abri de toute poursuite ! Le régime gaulliste est ainsi logique avec lui-même : après avoir repris à son compte durant quatre ans la guerre d'Algérie, il a couvert en Algérie (et pire en France même) autant d'horreurs que les gouvernements de la IV^e République. Citons pour mémoire à ceux qui les auraient oubliés (et il y en a jusque dans les rangs de la gauche) les massacres du 10 décembre 1960 à Alger et ceux des 17 octobre 1961 et 8 février 1962 à Paris. Les envolées lyriques du Grand Maître ne sauraient nous faire oublier que son régime s'est à jamais déshonoré aux yeux de l'opinion démocratique internationale.

Ainsi, le régime est logique en amnistiant ceux qu'il a couverts. Même les officiers et sous-officiers du 14^e R.C.P. (où les sévices n'étaient qu'une suite normale de la guerre coloniale) ne sont pas traduits en justice : et c'est le lampiste Tribut qui paiera pour eux ! Dans ces conditions, la libération des anticolonialistes s'impose.

L'appel des organisations syndicales lyonnaises doit être entendu : aucun militant de gauche, aucun démocrate ne peut rester insensible à la situation des camarades emprisonnés. Des actions efficaces en faveur de leur libération immédiate doivent être entreprises sans tarder dans tout le pays. La gauche en a les moyens.

Lorsque le journal de l'U.N.R. calomnie

A l'époque où M. de Carbuca laissait son journal « Gringoire » salir les hommes politiques de la Troisième République, il n'engageait, en somme, que lui-même et, par personne interposée, une bourgeoisie lâche et apeurée par la montée de l'action populaire née de la victoire de 1936.

Mais lorsque ce genre de procédé est employé par un journal qui a le front de citer le chef de l'Etat dans son titre et de se présenter comme le porte-parole de la grande formation qui — disent-ils — a gagné successivement les référendums et les élections, ce journal engage en entier le parti dont se recommandent les hommes qui ont été appelés au pouvoir.

On connaît l'incident : le journal U.N.R. « La Nation » a publié — sous l'obscur signature d'un pseudonyme — une accusation qui met gravement en cause l'honorabilité des associés du « Cartel des Non » et en particulier celle de M. Guy

Mollet, en tant que secrétaire général de la S.F.I.O.

Ce dernier a publié une lettre ouverte à M. Pompidou, laquelle n'a évidemment eu aucune suite. Pour le Premier ministre — qui certainement doit être gêné du procédé employé par ses amis — l'U.N.R. et « La Nation » sont des étrangers. Mais il fut un temps où un Président du Conseil n'aurait pas accepté d'être mêlé à des hommes qui se cachent derrière l'anonymat pour insulter et avilir des adversaires politiques. On imagine assez l'attitude qu'aurait prise un caractère comme Léon Blum !

Ce temps est dépassé. Aujourd'hui un ministre se laisse accuser et néglige de se disculper et d'attaquer celui qui prétend avoir les preuves de ses coupables relations. Mais par une curieuse similitude de faits, un « anonyme » dénonce un pseudo accord entre le « Cartel des Non », une des oppositions — et les assassins de l'O.A.S. — autre opposition, mais d'un autre genre

dont les procédés sont assimilés à ceux des criminels, puisqu'ils relèvent des plus hauts tribunaux.

Est-ce la réponse du berger à la bergère ?

Nous ne sommes pas suspects de tendresse particulière à l'égard de M. Guy Mollet et du « Cartel des Non ». Mais nous nous souvenons que c'est par des procédés du genre employé par le journal de l'U.N.R. que les libertés ont été abolies complètement dans de nombreux pays. La calomnie est payante, hélas, et la mémoire de Roger Salengro s'impose. On ne calomnie pas en vain, plus le mensonge est gros plus il a des chances d'être cru ; Gœbels et Goering l'ont expérimenté... pour brûler le Reichstag.

Il est dommage que « l'Humanité » n'ait pas cru devoir développer une grande campagne comme elle en a le secret, pour sauver l'honneur des démocrates et les libertés menacées, car, dans l'infâme

libellé anonyme du journal U.N.R., le Parti communiste lui aussi — avec Guy Mollet et Maurice Faure — était mis en cause.

« Tôt ou tard, la vérité se fera jour » écrit le courageux pamphlétaire inconnu de « La Nation ». Pourquoi pas tout de suite, s'il est capable d'en fournir les preuves ?

Allons, on ne gouverne pas dans la boue ! Le peuple s'est laissé imposer un gouvernement après avoir, il est vrai, accepté le régime, mais il pourrait un jour — et nous le souhaitons proche — se révolter, non pour défendre tels ou tels individus, fussent-ils chefs de partis, mais pour réclamer le simple respect dû aux hommes. A quoi servirait donc le progrès et l'expansion si subsiste encore le mépris des individus ? L'U.N.R. apprendra bien un jour à ses dépens qu'on ne crache pas impunément sur les consciences.

Bertrand Renaudot.

Conférence de presse « clandestine » chez TANGUY-PRIGENT

Il faut que la gauche française se solidarise avec les emprisonnés

UNE conférence de presse s'est tenue lundi dans la matinée au domicile de notre camarade Tanguy-Prigent, député du Finistère, devant une quarantaine de journalistes français et étrangers. Cette réunion avait pour but d'annoncer la création d'un Comité de soutien aux Français poursuivis pour avoir refusé de porter les armes contre le peuple algérien.

Présidait cette conférence, le professeur Godement, de la Sorbonne, entouré de Francis Jeanson, Noël Fa-

vrière, J.-M. Domenach, J.-P. Sartre, Paul Teitgen, André Philip et nos camarades Tanguy-Prigent et Claude Bourdet.

« J'ai répondu à l'appel du comité déclara Francis Jeanson, car je pense que la situation est intolérable, tant au point de vue moral qu'au point de vue de la rationalité. Dans la France d'aujourd'hui si nous ne disons pas ce qu'il y a d'immonde, que même la raison d'Etat ne peut justifier, nous sommes disqualifiés. Nous avons fait en créant les réseaux de soutien, tout

pour que la coopération soit possible un jour. Cette coopération que nous avons engagée dans des conditions spéciales, aujourd'hui cette coopération est à l'ordre du jour dans les milieux gouvernementaux. Nous faisons la politique officielle dans la clandestinité.

« Il reste neuf camarades emprisonnés, rappela Dominique Darbois, et je me sentirais déshonorée de ne pas tout faire pour qu'ils sortent. »

Enfin J.-P. Sartre annonça que les membres du Comité avaient organisé le retour en France d'un certain nombre d'exilés et qu'ils assurent dès maintenant leur hébergement. Puis il conclut : « Si la coopération existe il faut en son nom libérer ces hommes. Il faut que toute la Gauche se solidarise avec les emprisonnés. »

Le Comité a diffusé le texte suivant :

L'inséparation de l'Algérie, après sept ans et demi d'une guerre atroce, est maintenant un fait acquis, ratifié par l'immense majorité des Français.

Or, un certain nombre de militants qui se sont engagés aux côtés du peuple algérien ou ont refusé de lui faire la guerre restent en prison, en exil, ou demeurent privés de leurs droits civiques. Il y a là une insoutenable contradiction.

Depuis plus de six mois de nombreuses démarches ont été entreprises auprès du gouvernement, des pétitions ont circulé signées par des représentants de toutes les tendances de gauche, pour obtenir la libération et la réhabilitation de ces militants.

S'il est vrai que quelques dizaines d'insoumis et de déserteurs ont été réincorporés, et qu'un certain nombre de membres des réseaux de soutien au F.L.N. sont sortis de prison, d'autres y demeurent, et politiquement le problème de leur réhabilitation reste entier.

En présence d'une situation aussi absurde et aussi injuste, les signataires du présent texte décident de se solidariser entièrement avec leurs camarades exilés ou détenus.

Pour manifester concrètement leur soutien, ils ont organisé le retour en France d'un certain nombre d'exilés et ils assurent dès maintenant leur hébergement.

Nos camarades trouveront auprès de chacun d'entre nous tous les apais nécessaires jusqu'à leur totale réhabilitation.

Le problème se trouve désormais posé au grand jour, nous appelons les démocrates de ce pays à le résoudre.

Ce texte porte plus de 250 signatures, éventail bien plus large que la déclaration des 121. Nous relevons les noms suivants : Arthur Adamov, Albert Soboul, Claude Bourdet, André Breton, François Chatelet, Danièle Delorme, Jean Bruhat, J.-M. Domenach, Gilles Martinet, Roger Godement, Pierre Hespel, Lapoujade, Alain Resnais, Jérôme Lindon, J.-P. Sartre, Simone de Beauvoir, Jean-Pierre Vigier, Victor Leduc, P. Vidal-Naquet, Siné, F. Maspero, M. Nadeau, André-P. Vientot, Jean Dresch, J.-L. Bory, J.-P. Vernant, Daniel Guérin, J.-J. Mayou, etc.

Le P.S.U. qui était à la pointe du combat pour l'indépendance du peuple algérien et qui compte un grand nombre de ses membres parmi les signataires du texte, ne peut que saluer et soutenir cette initiative. Il est en effet inadmissible que six mois après l'indépendance de l'Algérie, il y ait encore des Français emprisonnés pour avoir refusé de porter les armes contre le peuple algérien. Ces Français qui furent avant la lettre, les partisans de la coopération franco-algérienne.

Nous reprenons à notre compte la phrase de J.-P. Sartre, « il faut que toute la Gauche française se solidarise avec les emprisonnés. »

Dominique Laury.

Ille-et-Vilaine :

UN EXEMPLE D'UNITÉ D'ACTION

L'HUMANITE-DIMANCHE du 13 janvier contient, dans son édition d'Ille-et-Vilaine, une page qui mérite d'être présentée à nos lecteurs.

Cette page est en effet consacrée aux progrès du mouvement d'union dans la lutte contre le gaullisme. Voilà un thème qui, certes, n'est pas nouveau. Mais ce qui l'est bien davantage et qui appelle l'attention, c'est que l'on trouve dans cette même page de l'hebdomadaire du P.C., à côté d'un article d'un membre du secrétariat fédéral de ce parti, Marcel Dubois, un article de Le Strat, ancien député, secrétaire de la fédération départementale S.F.I.O. Ce fait à lui seul est déjà plein d'intérêt.

Mais il vaut la peine de relever aussi quelques phrases de cet article :

« Pour qu'un article du secrétaire fédéral d'Ille-et-Vilaine du Parti socialiste S.F.I.O. paraisse dans le journal départemental du P.C., il faut que la situation politique ait considérablement évolué, non seulement dans le département, mais dans la France entière. »

Le Strat fait ensuite un tableau des conséquences néfastes de la lutte sans merci que se sont livrés jusqu'ici les deux partis. « Ceux-ci piétinaient, quand ils ne reculaient pas. Leurs divisions décourageaient les électeurs qui auraient pu leur faire confiance. Pourtant quelques militants exprimaient bien de temps à autre leur nostalgie du Front populaire, mais la lutte fratricide à laquelle ils participaient

leur cachait la réalité, la perte d'influence de chaque parti. En France, la gauche ne triomphera jamais si socialistes et communistes n'arrivent pas à s'entendre... »

Mais voici qui est un hommage à l'action de nos camarades d'Ille-et-Vilaine : « Notre département est en flèche dans cette politique de rapprochement. Rendons justice à nos camarades du P.S.U. qui ont joint leurs efforts à ceux des autres formations de gauche pour aboutir à ce résultat. »

Nous pourrions certes ajouter que les camarades du P.S.U., en Ille-et-Vilaine et ailleurs, ne se sont pas contentés de joindre leurs efforts à ceux des autres : ils les ont souvent précédés ; ils ont souvent été une avant-garde en affirmant la nécessité d'une discussion pour clarifier les problèmes, cerner les divergences et marquer la nécessité d'un débat ouvert et approfondi pour surmonter les obstacles. Et Le Strat le sait bien lui qui, il n'y a pas tellement longtemps, portait la contradiction à Gilles Martinet, Jean Poperen et Tanguy-Prigent, au cours d'une réunion publique. Mais nous tenons plus à marquer notre satisfaction des progrès accomplis qu'à exprimer des regrets sur le passé.

Ceci dit, on notera que l'article écrit au nom du P.C., à la différence de celui de Le Strat, ne mentionne pas une seule fois l'action du P.S.U. en ce domaine.

Passons. Nous nous attacherons beaucoup plus au fond même de la discussion sur les problèmes que pose l'unité d'action.

Bulletin d'abonnement
TRIBUNE
SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner
Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)

Soutien	50 F
1 an	28 F
6 mois	15 F
3 mois	7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

ALGÉRIE : Réforme agraire et désir d'unité

préoccupations majeures des dirigeants

JE vois Alger d'un œil tout neuf. Quel contraste entre la casbah avec ses rues étroites, ses vieilles maisons peut-être pittoresques mais en tout cas assez minables, ses « dortoirs », ses femmes qui vont prendre l'eau à la fontaine, et les quartiers « européens », où les plus « miteux » disposaient d'un confort qu'enverraient la majorité des Parisiens. Et encore je n'ai pas vu les bidonvilles...

Maintenant les quartiers européens « s'algérianisent ». On emménage beaucoup à Alger. On ne se précipite pas pourtant pour les attributions : « Il faut tout recenser, me dit un fonctionnaire, et on ne peut attribuer n'importe quoi à n'importe qui. Il y a des gens qui ne comprennent pas qu'on ne peut, en ville, avoir son mouton avec soi comme à la campagne. »

Les murs d'Alger sont encore tout couverts d'inscriptions : O.A.S., F.L.N. — la zone autonome en a été prodigue — mais c'est dans la casbah que, dues à des artistes anonymes, j'ai trouvé de véritables fresques à la gloire de l'A.L.N.

La rue d'Isly est devenue la rue Larbi Ben M'hidi. La rue Michelet s'appelle maintenant rue Didouche Mourad. Le trop fameux bar « Otonatic » est devenu le cercle Abderhamane Taleb et sa gestion est assurée par un comité d'étudiants.

On me dit qu'il reste environ 120.000 Européens dans toute l'Algérie, dont la plus grande partie est à Alger, et que beaucoup d'entre eux n'attendent pour partir que d'avoir obtenu en France le poste qu'ils convoitent. Il est bien évident que celui qui a toujours vécu à Alger préfère, pour obtenir Montpellier ou Toulon plutôt que Mézières ou Valenciennes, y rester quelques mois de plus, même sous la domination des « indigènes ».

J'ai acheté du fromage de chèvre : il venait de Dangé, dans la Vienne. Le petit paquet de thym et laurier venait de Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard. Le pot à yaourt en carton venait d'un pays dont je n'ai pas noté le nom, mais, lui aussi, situé en France.

L'Algérie nouvelle aura fort à faire avant de pouvoir commercialiser ses produits dans de bonnes conditions. Et la commercialisation n'est qu'un exemple...

ILS ONT DETRUIT LES ARCHIVES

J'ai vu à Pointe Pescade (banlieue d'Alger) les traces de nombreux plasticages : une poste construite un an avant, des écoles, des habitations... Il reste trois bureaux de poste à Alger et, à la poste centrale, il y a des guichets vides. Une partie des circuits téléphoniques a été sabotée.

« L'O.A.S. a laissé les services dans un état de désorganisation tel que c'est encore plus préjudiciable — et de loin — que les destructions matérielles », m'a dit Evelyne Lavalette, députée, qui s'occupe de l'Institut pédagogique national.

M. Bouayed, administrateur de la Bibliothèque nationale et qui s'occupe du Comité international pour la reconstitution de la bibliothèque de l'Université d'Alger, m'a parlé, bien entendu, du désastre que représente la destruction de cette bibliothèque : « Songez, monsieur, nos étudiants n'ont plus même les ouvrages de base, les usuels. » Mais il n'y a pas que les ouvrages d'étude qui manquent. « Dites bien en France, insistait M. Bouayed, qu'ils ont détruit les archives, que nous devons reconstituer les documents budgétaires des années passées. » Tout cela nécessite des bibliothécaires, sous-bibliothécaires, archivistes, secrétaires, dactylos, qui mangent eux aussi.

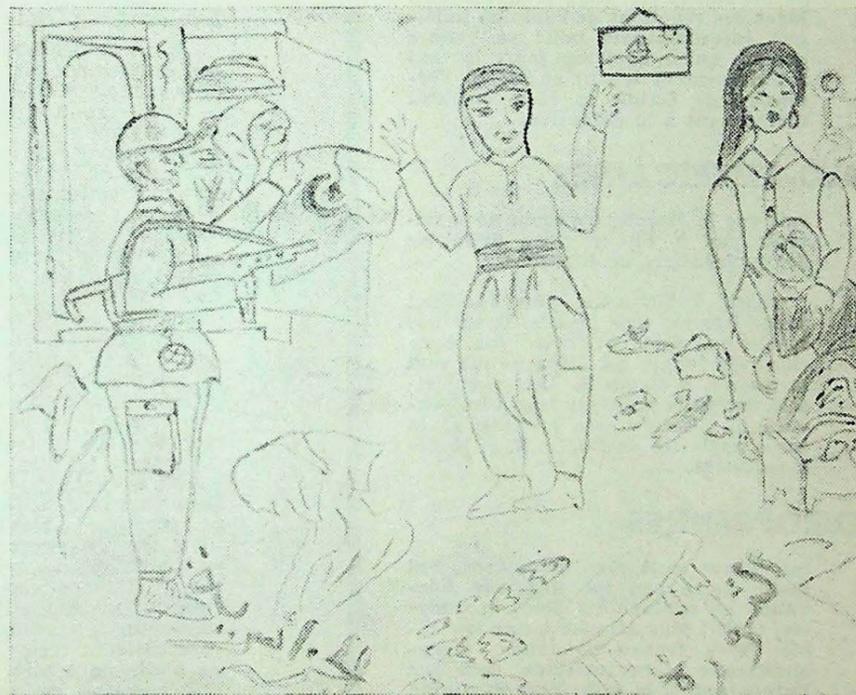
L'administration algérienne manque terriblement de personnel qualifié. Les Européens qui partaient n'ont évidemment pas pris la peine de former des Algériens pour les remplacer. Dactylo, sténo ne s'improvisent pas, cela s'apprend.

Albert Roux vient de passer quelques semaines en Algérie. Il a eu l'occasion tout à la fois de voir le spectacle de la rue pour découvrir l'atmosphère nouvelle et de prendre contact avec les responsables de certaines organisations. Il nous donne ici ses impressions.

On peut imaginer dans ces conditions les difficultés de la scolarisation dans un pays où la natalité est sans commune mesure avec ce que nous voyons en France. On peut comprendre ainsi les imperfections de la jeune administration algérienne.

Mais ce que cela n'explique pas, ce sont les déficiences, les insuffisances du secteur « français ». Il est déjà scandaleux que le gouvernement français ait « écrémé » systématiquement, au profit des établissements dépendant directement de lui, les enseignants les plus qualifiés au point que certains établissements d'Algérie solent sans doute mieux pourvus en personnel titulaire qu'aucun établissement de France. Mais comment qualifier le fait que des enseignants arrivés en octobre — et ils ne sont pas des dizaines de mil-

certains sont amputés ou devront l'être — sont maintenant relativement heureux. Ils vont en classe à l'extérieur, car on veut qu'ils se sentent le moins possible à part. Je suis très ému quand, après avoir embrassé Djamilia et Zorah — habitude et besoin d'affection ? — ils m'embrassent également. Je demande si l'on ne pourrait pas réquisitionner des vêtements, des chaussures. « Chez les détaillants », me dit Djamilia ? Elle me rappelle que l'Algérie est sortie exsangue de cette guerre. Elle doit aller dans quelques jours voir des grossistes en France. Il y a des centaines de milliers d'orphelins en Algérie : cirEURS, mendiants, voleurs, subsistant comme ils peuvent. Sur l'ancienne ligne Morice, que l'armée française a su miner mais ne sait apparemment pas déminer, des gos-



(Archives Tribune.)

La pacification vue par les enfants

liers — aient dû vivre d'avances et de prêts jusqu'en janvier, alors qu'ils étaient détachés par le gouvernement français dans des établissements dépendant exclusivement du gouvernement français ?

UN CERTAIN MATIN

J'ai pris rendez-vous avec Djamilia Bouhired au sujet des enfants orphelins dont elle s'occupe avec Zorah Driff — autre héroïne de la Révolution — devenue l'épouse de Rabah Bitat, vice-président du Conseil. Zorah est là aussi. Nous allons visiter une maison d'enfants de l'association « El Djil el Djadid » (Génération nouvelle).

Nous arrivons dans un vaste domaine : château, dépendances, court de tennis, splendide jardin. Là vivait avec sa famille et sa domesticité M. Faivre, sénateur-maire de Birmandrels. Dans la maison qu'il a laissée vide, à l'exception d'un piano et d'une tapisserie un peu haut placée, vivent maintenant 130 garçons et filles vêtus de bric et de broc : l'un manquant de chaussettes, l'autre chaussée de sandales de matière plastique. Le manque de matériel aussi est évident : des lits dont la plupart, ainsi que la literie, ont été fournis par l'A.N.P., des tables et chaises disparates. Ces enfants —

ses sautent chaque jour, en tentant de récupérer les pieux qu'ils vendent 0 fr. 25.

Il n'y a actuellement qu'une dizaine de maisons comme celle-ci en Algérie. Mais pour en créer davantage, il ne suffit pas d'avoir des locaux, il faut aussi du matériel, du personnel qualifié... et puis, les enfants, ça mange tous les jours. Les subventions de l'Etat algérien ne régleront pas le problème. Une aide doit venir des pays arabes, des Etats-Unis, de Hollande, de beaucoup d'autres pays encore, nous l'espérons... et aussi de France. L'Association de solidarité à l'Algérie nouvelle, en même temps qu'elle se constitue, s'en préoccupe.

AU CINE-POP DE BAB-EL-OUED

Une courageuse expérience est faite avec les ciné-pops : ciné-clubs populaires dont les séances ont lieu le dimanche matin. Il y a 4 ciné-pops à Alger. Celui où je suis allé donnait la « Mère », de Danskoï. Les présentateurs étaient le cinéaste Vauthier et un militant de l'U.G.T.A. Réaction significative : les applaudissements crépitaient lorsque, dans une manifestation, les ouvriers entreprirent de désarmer les soldats envoyés contre eux. Le public, nombreux, était surtout composé d'enfants et d'ado-

lescents, à peine trois ou quatre femmes. Le problème de la participation des femmes à la vie sociale est posé. Il ne pourra être résolu qu'au prix de beaucoup de souplesse et de patience, car il faudra aussi vaincre les résistances des femmes elles-mêmes pour qui, par exemple, s'asseoir au milieu d'hommes ou sortir sans voile aurait à peu près le même caractère que, pour les Parisiennes, d'aller travailler en short.

LE REGIME...

Pour autant que j'ai pu en juger en 17 jours, l'autorité du bureau politique n'est plus sérieusement contestée par personne. Le président du Conseil est allé à Tizi Ouzou et la radio a abondamment rendu compte de sa visite.

Les militants de l'U.G.T.A., avec lesquels je me suis entretenu, auraient, semble-t-il, souhaité que les comités de gestion des biens vacants fussent en quelque sorte leur domaine exclusif. Mais tous déclaraient qu'il n'était pas possible, dans les circonstances actuelles, de rompre l'unité ; du reste, si le F.L.N. n'est pas fortement implanté ni structuré, l'U.G.T.A. paraît l'être encore moins.

Le président du Conseil que j'ai pu voir à la conférence du professeur Dumont, fait montre de beaucoup de simplicité. Il manifeste une sorte de persévérance un peu têtue et semble soucieux de se faire exactement comprendre. Il ne recule pas devant le risque d'impopularité pour faire admettre des mesures qu'il estime nécessaires.

... ET LE P.C.A.

On s'est beaucoup inquiété en France de l'interdiction du P.C.A. Cette question ne passionne guère l'opinion algérienne. Les idées que pouvaient exprimer l'organe du P.C.A. le sont avec beaucoup plus de succès par Alger-Républicain. De nombreux militants de formation communiste sont associés à l'action politique du F.L.N. et figurent même dans les conseils du gouvernement.

On m'a assuré, d'autre part, qu'une association des membres marxistes du F.L.N. a pu se constituer sans la moindre difficulté. Bien entendu, on trouve à Alger *L'Humanité* et *France Nouvelle*.

« NOUS CHOISIRONS LA REFORME AGRAIRE »

En ce qui concerne l'aide extérieure, beaucoup de militants redoutent les appétits néo-colonialistes abrités derrière les milliards de la France. On s'attend à devoir faire face à un arrêt des crédits français sous le prétexte de l'indemnisation des propriétaires partis en France. Ben Bella a clairement pris position : « Entre réforme agraire et baisse sensible de l'économie, nous choisirons la réforme agraire. »

Outre l'aide des pays arabes et de la Yougoslavie, qui n'a pas ménagé son soutien à la cause algérienne, la jeune république reçoit un apport technique de la Bulgarie et de la Tchécoslovaquie et il est probable que l'U.R.S.S. lui fournira des capitaux.

Le gouvernement paraît soucieux de poursuivre la réalisation du programme de Tripoli et, en premier lieu, la réforme agraire. A la conférence du professeur Dumont — retransmise intégralement par la radio et dont la presse donna de larges extraits — Ben Bella annonça que « la réforme agraire intéressera aussi et surtout, dans quelques temps, les terres des Algériens musulmans qui possèdent plus de 50 hectares ». Mais le pouvoir veut avancer avec le peuple : « Il faut connaître davantage notre peuple, sa psychologie, car la technique n'est pas tout », a dit encore Ben Bella, soulignant que, plus encore que M. Dumont, il écouterait « les ouvriers, les paysans de la Mitidja ».

Albert ROUX.

DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE L'ÉL

L'Europe traverse sa crise la plus grave depuis la naissance de la CEEA en 1952

EN moins d'une semaine, les choses se sont à la fois précipitées et précisées en Europe. On pourrait les résumer ainsi : de Gaulle a voulu isoler la Grande-Bretagne en Europe, c'est lui qui se retrouve seul. Rappelons d'abord la thèse gaullienne développée lors de la conférence de presse du 14 janvier à l'Élysée.

De Gaulle a dit : « Les Anglais ne sont pas décidés à accepter toutes les clauses du Traité de Rome qui est la loi du Marché commun. Il n'est donc pas possible de les y admettre, car les conditions d'entrée doivent être les mêmes pour tout le monde. Néanmoins, on peut envisager une formule d'association. » En fait, il s'agit là d'un prétexte juridique fort contestable (et contesté) qui déguise mal une opposition politique de principe. Personne n'a donc été étonné de la tournure prise par les événements à Bruxelles où les Six ont retrouvé les Britanniques le 17 janvier. D'emblée le représentant français, Couve de Murville, a réclamé l'ajournement « sine die » des pourparlers anglo-européens « quinze mois de négociations, a-t-il affirmé, n'ayant permis d'enregistrer aucun progrès notable sur les points essentiels ». De nombreux entretiens bilatéraux se sont alors substitués pendant plus de 24 heures à la séance prévue. En vain.

Rien n'a pu faire revenir le ministre gaulliste, qui tout le temps était resté en liaison étroite avec l'Élysée, sur sa décision. Les Six publiaient donc le vendredi 18, dans l'après-midi, un communiqué laconique se bornant à déclarer :

- 1) que M. Couve de Murville avait demandé l'ajournement pur et simple des travaux ;
- 2) que les cinq partenaires de la France dans la Communauté européenne s'y étaient opposés ;
- 3) qu'en conséquence il avait été décidé d'ajourner la réunion anglo-européenne qui n'avait pu se tenir du 17, au 28 janvier.

Formule de compromis, qui donnait à chaque camp le temps et l'espoir de se renforcer. Mais il n'y a qu'à juger des réactions de l'opinion publique internationale pour se rendre compte qu'en quelques jours le vent a sérieusement tourné et que, de l'offensive, de Gaulle va être contraint maintenant à la défensive.

REACTIONS ANGLO-AMÉRICAINES

Bien entendu, les réactions anglo-américaines ont été fort violentes dans la mesure précisément où le Royaume-Uni, avec la bénédiction des États-Unis était le principal intéressé. La presse dominicale anglaise du 20 se déchainait contre de Gaulle, traité de « mégalomanie » et de « danger comparable à Hitler », ce qui, à travers même cette outrance verbale, est symptomatique. Parlant le 21 à Liverpool, Macmillan, après avoir réfuté les arguments gaullistes, déclara-

rait que le Marché commun ne survivrait pas à une rupture définitive des pourparlers de Bruxelles.

Quant à Kennedy, plus bouillant jeune homme que jamais, il n'a pas mâché ses mots à l'égard des positions élyséennes : « Si de Gaulle veut la guerre, il l'aura », phrase qui visait autant la politique française concernant l'Europe que concernant la force nucléaire de l'O.T.A.N. et le désarmement.

REACTIONS EUROPÉENNES

Mais les plus graves des conséquences sont assurément les réactions des cinq partenaires de la France au Marché commun :

1) L'ATTITUDE ITALIENNE ne permet aucun doute : le récent et fructueux voyage de Fanfani à Washington, les contacts anglo-italiens (ne parle-t-on pas d'un axe Londres-Rome, pendant de l'axe Paris-Bonn ?), les déclarations de plusieurs leaders transalpins sur leur refus « de devenir une colonie française » prouvent assez l'hostilité de l'Italie à l'Europe telle que la rêve de Gaulle.

2) DE MEME, LES SENTIMENTS BELGES ET HOLLANDAIS sont connus en la matière. Le Benelux s'est solidement dressé contre l'intransigeance gaulliste et c'est le fort européen Spaak qui, le premier, a parlé d'un « éclatement possible de la communauté ».

3) RESTE L'ALLEMAGNE, et là

les choses sont plus complexes. Nul doute qu'en son for intérieur Adenauer ne partage les idées de l'Élysée, et soit plus attaché à une troisième force franco-allemande, démocratique et revancharde, qu'à une Europe qui, il le sait, n'est pas prête à lui concéder l'armement atomique. Mais Adenauer a 87 ans. Son départ de la chancellerie est fixé à septembre. L'Allemagne vit davantage un interrègne politique qu'une véritable période de gouvernement. Il importe pas être, au départ, coupés du concert donc aux éventuels successeurs de ne international. D'où, par exemple, les pressions, sur Adenauer, du ministre des Affaires étrangères Schroeder pour obtenir un compromis avec de Gaulle, compromis sur le thème : « Faites les concessions nécessaires à Bruxelles ou vous risquez de voir le Bundestag refuser les accords sur la coopération franco-allemande auxquels vous tenez tant. »

REACTIONS FRANÇAISES

En France non plus les oppositions n'ont pas manqué. Maurice Faure, président du parti radical, Pflimlin devant l'Assemblée consultative de l'Europe, la S.F.I.O., n'ont pas ménagé les critiques et les avertissements. A New York, où il se trouve actuellement, Mendès-France a qualifié de « déplorable » l'initiative gaulliste. Mais surtout — je crois que c'est le plus digne d'attention parce que le plus révélateur — on a entendu un homme qui représente la droite classique, l'indépendant pourtant gaulliste Mondon, joindre sa voix aux spécialistes bien connus « du fiel, de la bile et du vinaigre ». Eh ! voilà qui laisse songeur. La section française du capitalisme international

commence-t-elle à s'émouvoir des fatigues de « Monsieur Non » ? Il est un fait que la haute finance voit d'un mauvais œil la France sombrer dans l'isolement. Il est un seuil au-delà duquel le nationalisme ne fait plus son affaire. C'est sans doute pourquoi depuis son retour au pouvoir jamais de Gaulle ne s'est trouvé en position plus difficile sur le plan international.

C'est pourquoi aussi les forces socialistes en France doivent profiter des actuelles contradictions entre le capitalisme et son expression politique, le gaullisme, pour développer leur offensive contre le régime, pour l'élargissement et la démocratisation de l'Europe.

Georges Batelier.

Divergences à l'international Deux conceptions

LA querelle politique et idéologique qui sépare depuis des années (1959 vraisemblablement) les Soviétiques et les Chinois vient de connaître de nouveaux développements publics qui rendent assez improbables un accord entre les deux parties et même une trêve idéologique de longue durée. Les documents publiés récemment montrent d'ailleurs que l'affrontement porte non sur des questions secondaires, mais sur les questions essentielles de la stratégie à suivre dans le monde actuel, à savoir comment concevoir les rapports avec le monde capitaliste dans la période à venir.

On est naturellement réduit à faire des conjectures sur l'origine de cette crise complexe et encore très imparfaitement connue. On ne risque cependant guère de se tromper en affirmant que les différences très grandes existant entre les problèmes sociaux et politiques qui s'imposent aux deux plus grands pays du bloc soviétique ont été déterminantes dans la dualité de leurs conceptions. Depuis 1958, début du grand bond en avant, la Chine est engagée dans une entreprise gigantesque de lutte contre le sous-développement qui exige une énorme tension des énergies et se traduit souvent par une militarisation du travail. Elle a, par suite, une très forte tendance à se replier sur elle-même en utilisant l'hostilité du monde extérieur pour développer parmi la population une psychologie de « gens assiégés » qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Il n'est donc pas étonnant que les communistes chinois aient toujours marqué une préférence pour les conceptions internationales de Staline : avoir le minimum de contacts avec le monde capitaliste et rester toujours en état de vigilance armée.

A l'inverse, l'Union Soviétique est entrée, depuis la mort de Staline, dans un stade de développement économique et social où elle est obligée de s'ouvrir sur le monde capitaliste et d'accepter avec lui une compétition beaucoup plus directe (défi économique, coexistence pacifique, etc.). A partir de cette divergence d'évolution, toutes sortes de conflits pouvaient venir se greffer et s'envenimer.

A partir des textes publiés et en extrapolant le moins possible, essayons de déterminer l'attitude des deux courants sur un certain nombre de problèmes centraux.

La façon de concevoir le « camp socialiste »

Pour les Chinois, le camp socialiste doit rester un ensemble fortement structuré, formé d'États agissant de concert avec discipline et en tenant leurs distances avec les États capitalistes. Dans l'éditorial du 31 décembre 1962 qui répondait aux attaques de P. Togliatti, le Journal du Peuple de Pékin, cette conception s'exprime de la façon suivante : « Bien que P. Togliatti et ces autres camarades aient coutume, pour dissimuler leurs véritables points de vue, d'utiliser un langage obscur, ambigu et difficile à saisir, il suffit de lever ce voile fort mince pour déceler très nettement ce qu'est le fond de leurs points de vue. Ils nourrissent d'énormes illusions à l'égard de l'impérialisme, nient l'existence d'un antagonisme fondamental entre les

systèmes mondiaux socialiste-pitaliste, nient l'antagonisme mental entre les nations opprimées et préconisent la substitution collaboration de classe à la lutte de classe à l'échelle internationale. La lutte contre l'impérialisme que l'instauration d'un socialisme international nouveau...

« En prétendant cela, le ca Togliatti et d'autres ont com ment modifié les principes de concernant la coexistence p abandonné la théorie du m léninisme sur la lutte de class tituant en fait, à l'échelle int nale, à la lutte de classe la



KHROUCHTCHEV (CI-DESSUS)

boration de classe prônant la du régime socialiste et du ré pitaliste. »

Dans la pratique, cela veut qu'il faut être contre les économiques multilatéraux des pays capitalistes, contre la ration des pays du bloc soviétique avec le Marché commun, par exemple, et se déclarer hostile à l'idée de compétition économique.

Les Albanais, qui prennent moins de précautions, l'ont fait s'ils y a quelque temps : quiconque suit attentivement les points de vue et l'activité de la clique titiste et du groupé stionniste de M. Khrouchtchev ne se laisse pas tromper par ses phrases démagogiques, il sait qu'ils poursuivent un seul but : gner les peuples et les parties communistes et ouvriers de la lutte solue contre l'impérialisme, du vement de libération nationale, la révolution, étouffer leur combatif révolutionnaire et les ger dans un état de passivité.

En outre, le groupe de N. Khrushchev, à ce qu'il paraît, pense suivant une telle voie conciliant opportuniste à l'égard de l'impérialisme, il va rendre les impérialistes « pacifiques » et « raisonnables » créera ainsi les conditions de rapprochement et la collaboration multilatérale économique et avec le monde capitaliste, avec l'impérialisme, surtout avec l'impérialisme américain, ce qui est l'

VISÉE AU VOYAGE D'ADENAUER A PARIS :

l'erreur du mouvement communiste international : du socialisme et de la coexistence pacifique

principales visées de N. Khrouchtchev. A cette conception de « la forteresse assiégée », les Soviétiques opposent évidemment une conception beaucoup moins militaire, plus souple et plus ouverte.

Khrouchtchev l'a lui-même exposée dans un article paru en septembre dernier : « La vie nous assigne comme tâche de démontrer aux peuples, dans un bref délai historique, les avantages et les immenses possibilités du mode socialiste de production. Pour mener cette tâche à bien, nous devons conjuguer nos forces non seulement sur le terrain politique, mais aussi sur le terrain économique, le développement de la coopération

dement que la coexistence pacifique, pour les Chinois, se définit surtout négativement, c'est-à-dire par l'absence de guerre. Pour eux, elle n'est possible que si l'on reste armé et vigilant, prêt à rendre coup pour coup, en limitant au maximum les contacts qui peuvent être autant d'occasions de friction. Il est donc logique qu'ils soient hostiles au jeu diplomatique de Khrouchtchev, complexe et changeant, faisant alterner les menaces et les concessions pour parvenir à un accord ou à une véritable détente internationale. Ils sont d'abord opposés à l'idée d'un accord général avec les pays capitalistes, considérant que ce serait une capitulation ; ils sont,

torieux, il y aurait le danger de subir des revers et des défaites, et il ne serait pas possible de conduire la Révolution à la victoire. Ce point de vue consistant à mépriser l'ennemi stratégiquement et d'en tenir compte tactiquement, auquel le Parti communiste chinois a toujours adhéré, explique pourquoi les impérialistes sont des « tigres de papier », comme nous l'avons souvent dit : c'est un point de vue tout à fait marxiste-léniniste.

Tous ceux qui veulent faire la Révolution et être victorieux doivent adopter cette attitude face à l'ennemi : il n'y en a pas d'autre possible. La raison en est évidente. Si stratégiquement on n'ose pas mépriser l'ennemi, on commettra inévitablement l'erreur de la capitulationnisme. Si tactiquement on se comporte imprudemment et étourdiment dans les combats particuliers, on tombera inévitablement dans l'erreur aventuriste. Si l'on n'ose pas mépriser l'ennemi stratégiquement et qu'en même temps on agit étourdiment et imprudemment, on commet les deux erreurs de la capitulation sur un plan stratégique et de l'aventure sur un plan tactique. »

Quelques lignes plus loin, l'éditorial laisse d'ailleurs entendre que l'attitude soviétique lors du blocus de Cuba a été à la fois capitularde et aventuriste. Les Soviétiques ont beau jeu de rétorquer que le problème stratégique que leur pose l'impérialisme n'est déjà plus un problème à long terme, mais bien un problème du présent (rapports U.S.A.-U.R.S.S.) avec des implications nombreuses sur les plans économique et politique.

Ils font valoir, en outre, que coexistence pacifique ne veut pas dire *statu quo*, ni accord sur le dos des peuples, avec les puissances capitalistes, mais forme différente de la lutte des classes, permettant aux masses de surmonter la crainte de la guerre.

On pourrait confronter encore longtemps les opinions des Chinois et de leurs adversaires ; il n'est pour ainsi dire pas un problème sur lequel il n'y ait désaccord (y compris pour l'analyse du capitalisme). Les éléments que nous avons apportés suffisent pourtant à montrer la profondeur de la crise, en même temps que l'importance — décisive pour l'humanité — des problèmes en discussion. Les Chinois, en tant que représentants d'un pays encore sous-développé, qui en est au début de son industrialisation, manifestent leur méfiance et leurs craintes face aux tentatives que font les Soviétiques pour trouver de nouvelles méthodes d'affrontement avec les pays capitalistes avancés et pour rendre leur socialisme plus attrayant et plus humain.

D'un point de vue global et historique, ils ont certainement tort : on ne revient pas en arrière, à Staline et à sa « forteresse assiégée ». Mais il est vrai aussi que les inquiétudes qu'ils manifestent doivent être prises au sérieux. La coexistence pacifique ne doit pas devenir une entrave pour la Révolution coloniale et pour la lutte socialiste en général. La période de Yalta et des sphères d'influence doit être à jamais révolue, malgré la tentation des marchandages planétaires.

J.-M. Vincent.



(Keystone)

DEVANT LE MUR DE BERLIN) GARDE LE SOURIRE, MAIS LES DESACCORDS AVEC LES COMMUNISTES CHINOIS SONT GRAVES

et de la division du travail, une meilleure utilisation, plus efficace, des conquêtes de la science et de la technique moderne doivent nous permettre d'obtenir un développement encore plus rapide des pays socialistes...

« Il y a cependant des gens qui s'intitulent marxistes et qui tentent, à l'aide de raisonnements scolastiques, de remettre en cause la thèse capitale de Lénine sur la nécessité d'une compétition mondiale pacifique des deux systèmes — socialiste et capitaliste — sur l'importance décisive de nos succès économiques. Hostiles à la politique de coexistence pacifique, de compétition économique pacifique, ils prétendent qu'elle se ramène à une nouvelle version de la théorie des « économistes » qui, comme chacun sait, faisaient passer au deuxième plan la lutte politique contre le capitalisme et considéraient la lutte économique comme la tâche principale de la classe ouvrière. »

Si l'on ajoute à cela que Khrouchtchev a admis récemment (1) qu'il pouvait y avoir des divergences d'intérêts entre les partis et les Etats se réclamant du socialisme, on se rendra compte que ses positions ont de quoi inquiéter les Chinois.

La coexistence pacifique

Après avoir lu les passages qui précèdent, on se persuadera très rapi-

en outre, opposés à l'emploi du langage atomique, l'estimant beaucoup trop dangereux et cher en fonction des résultats obtenus.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le fameux débat sur l'impérialisme « tigre de papier », résumé de la façon suivante par un éditorial du *Journal du Peuple* (15 décembre 1962) : « Sur la question de savoir comment combattre l'impérialisme et tous les réactionnaires, le parti communiste chinois a toujours maintenu qu'il fallait les mépriser stratégiquement et en tenir compte tactiquement. »

Cela veut dire, stratégiquement, d'un point de vue à long terme et pris comme un tout, que l'impérialisme et tous les réactionnaires sont, en dernière analyse, voués à la défaite, et les masses triompheront certainement. Sans cette compréhension, il ne serait pas possible d'encourager les masses à entreprendre avec confiance des combats résolus contre l'impérialisme et tous les réactionnaires : il ne serait pas possible non plus de mener la révolution à la victoire.

D'autre part, tactiquement, dans chaque cas particulier, il est nécessaire d'affronter l'impérialisme avec sérieux, de procéder avec soin et prudence et de porter attention à la nature du combat.

Sans cette compréhension, il ne serait pas possible d'entreprendre des combats révolutionnaires vic-

Le poète VOZNESSENSKI à Paris 2.000 personnes pour 400 places

A PRES le récital donné par le jeune poète soviétique André Voznessenski, au Vieux-Colombier où plus de deux mille personnes se bousculèrent devant le guichet du petit théâtre, qui oserait encore prétendre que les Français n'aiment pas la poésie.

Les organisateurs avaient été bien modestes en louant le Vieux-Colombier ; le récital était prévu pour 18 heures, mais dès 15 heures le petit hall du théâtre fut pris d'assaut par une foule d'invités et de fervents de la poésie. A 16 heures, la cohue fut telle que la police dut intervenir, la direction du théâtre et les services de l'ambassade soviétique étant débordés.

Nous avons vécu deux heures exceptionnelles. Ce jeune homme, qui accède à la gloire en même temps qu'Evtouchenko, conquiert immédiatement par sa simplicité les quelques quatre cents heureux privilégiés qui purent pénétrer dans la salle.

Dans un style déclamatoire traditionnel en U.R.S.S. et que les Occidentaux feraient bien d'adopter, Voznessenski récita ses poèmes d'une voix agréable, variant le ton

et le rythme, tel un tragédien confirmé. Et l'on comprend que ce garçon fait courir les foules en U.R.S.S. bien qu'il soit traité de « formaliste » par certains membres de l'intelligentsia soviétique.

Que ce soit dans La Ballade parabolique, dans Goya, ou dans Les Antimondes, Voznessenski jongle en virtuose avec les mots. Dans L'Incendie de l'Institut d'architecture, il nous communique son amour de la poésie. Dans La Ballade du point, autre chef-d'œuvre, il rend hommage à Pouchkine et crie sa foi dans l'immortalité de l'homme.

Avec ce représentant de la nouvelle poésie soviétique, nous sommes loin des mystificateurs qui peuplent le petit monde des Lettres.

Avec Voznessenski, un ouragan déferle sur la poésie, balayant les conceptions « étroites » du réalisme socialiste ; son ton personnel, sa profonde technique, son sens inné de l'image révèlent un très grand poète, à l'égal des plus grands.

Marcel Aizertin.

(1) Cf. Discours publié par L'Express.

ECHOS DES ENTREPRISES

LE MIROIR AUX ALOUETTES

Dans certains secteurs, les travailleurs ont été agréablement surpris par l'attribution de primes exceptionnelles. Exceptionnelles, non pas tant par l'importance, mais par le motif : 25^e anniversaire de la SNCF, Centenaire de Renault-Somua... etc. Le contraste est saisissant entre cette apparente générosité et les brutales fins de non recevoir opposées aux dernières revendications des syndicats. La manœuvre est claire : il s'agit de prouver aux travailleurs que l'action revendicative ne paie pas et que les alouettes peuvent leur tomber toutes rôties dans la bouche. Il leur suffira de respecter « l'ordre », comme le souligne le directeur de la SNCF.

DEUX CENTS

Avec le prix d'un sous-marin atomique équipé, on pourrait bâtir 12.000 appartements. C'est-à-dire qu'avec le prix d'un engin de mort qui héberge 200 marins, on pourrait loger 50.000 personnes.

(Echos tirés de l'Étincelle de janvier 63 - Groupe Plaisance-14.)

MERCI, M. SEGALOT, ÇA C'EST DU POULET

A l'occasion des fêtes, M. Papon a reçu une multitude de cadeaux provenant de gros commerçants et d'industriels. M. Segalot, entre autres, lui a fait parvenir une caisse de whisky, gin, etc. décorée de cocardes tricolores.

Comment voulez-vous qu'en cas de grèves, M. Papon laisse tomber des amis aussi gentils ?

(Echo tiré de l'Étincelle de janvier 63 - Centre de Chèques.)

IL NE FAIT PAS CHAUD DANS LES HALLS

Pourtant, nous n'avons pas entendu dire que le problème du chauffage des halls soit considéré comme un problème technique « intéressant » par notre direction. Gageons que si l'eau gelait dans les modèles rendant impossible la poursuite des essais en cours, le problème serait rapidement considéré comme important par la même direction.

(Echo tiré du bulletin édité par le groupe P.S.U. du Centre de recherches et d'essais de Chatou.)

Nous rappelons à nos lecteurs l'appel de notre camarade Calvès que nous avons publié dans T.S. n° 130, du 5 janvier 1963. Sans le reproduire en son ensemble une deuxième fois, nous rappelons cependant que tous les camarades désireux de s'informer, peuvent écrire à Louis Magliore, 6, villa Gagliardini, Paris-20^e, qui leur adressera les exemplaires des bulletins de « l'Étincelle » concernant leur entreprise.

Grèves du rendement dans les mines (Nord et Pas-de-Calais)

Un mouvement unanime malgré la division syndicale

(De notre correspondant à Arras A. DELATTRE)

Arras, 23 janvier 1963

J'ai examiné la situation sur place et la première constatation est celle de la malheureuse division des organisations ouvrières qui se trouvent cependant, toutes, devant une situation absolument semblable. Situation toujours semblable aujourd'hui, comme elle l'était hier et comme elle le sera demain. Les revendications exprimées par les centrales syndicales sont — elles aussi — pratiquement les mêmes. Elles sont celles des travailleurs qui veulent une meilleure part du fruit de leur travail ; qui veulent une meilleure distribution de ce travail face à l'automation et face aussi à l'arrivée des jeunes sur les chantiers.

F.O. refuse toujours la discussion avec la C.G.T. — mais, cette fois, la tactique et les mots d'ordre sont les mêmes pour les deux centrales.

La C.F.T.C. a des contacts avec les deux autres groupements F.O. et

ble des mineurs, même ceux — les plus nombreux — qui n'ont aucune carte syndicale en poche ; c'est aussi un moyen de revenir à des conditions normales de travail ; c'est enfin une condition essentielle de durée, dans

cément unis pour les mêmes tâches, comme pour les mêmes luttes et les mêmes espérances.

... car un syndicat qui agit seul va à l'échec.

Aucune centrale syndicale ne devrait jamais agir isolément : il y a quelquefois des sacrifices à consentir à l'unité puisqu'elle seule peut donner des résultats et des succès.

Ce qui est vrai aujourd'hui pour l'une, sera vrai demain pour n'importe quelle autre revendication. Sur les lieux du travail, le « maître » est très souvent sur les talons de l'ouvrier, pour le surveiller, le conseiller, lui faire entrevoir tout ce qui peut arriver en bien ou en mal. Tout cela sous des formes variées, en leçons collectives ou en leçons particulières.

Les échos de cette affaire ne paraissent pas aller loin. Les responsables n'en font pas grand bruit, et la presse elle-même frappe à coups trop étouffés.

Les travailleurs restent trop seuls avec leurs problèmes, leurs peines et leurs soucis.

LES RAISONS DU MECONTENTEMENT DES MINEURS

alors que pendant des années, une série d'accords de salaires a permis de réaliser des progrès certains, depuis que le gouvernement a détruit la double échelle mobile et remplacé les accords par des décisions autoritaires et unilatérales, la situation ne cesse de se dégrader par rapport au reste de l'industrie minière.

Qu'on en juge :

	Augmentation du salaire moyen national	Augmentation des salaires mineurs	RETARD
1959	+ 6,60 %	+ 4 %	- 2,60 %
1960	+ 7,10 %	+ 4 %	- 3,10 %
1961	+ 7,90 %	+ 5,50 %	- 2,40 %
1962	+ 8,60 % (prévu)	+ 6,75 %	- 1,85 %

(Document C.F.T.C.)

C.G.T., mais, cette fois, sa tactique et ses mots d'ordre sont différents.

Où donc se cache le mauvais génie responsable de cette division, si funeste aux intérêts des travailleurs, et parfois capable de dérouter les sentiments fraternels, pourtant si réels dans le monde du travail et spécialement chez les mineurs ?

Toutes les conditions pour une unité d'action sont réunies...

Je dis « parfois » car, heureusement, la réalité est souvent différente selon qu'on l'écoute aux postes de commandement ou qu'on la constate sur les lieux de travail.

C'est ainsi qu'au fond des puits, on rencontre une réelle solidarité dans l'action. Là, les mineurs C.F.T.C.-C.G.T.-F.O. ne sont pas séparés. Ils sont unis dans le travail ; ils agissent ensemble. Je dis plus, ils pensent souvent ensemble.

En ce sens, la grève de rendement ou de résultat (les deux mots sont employés) est certainement un moyen d'action capable d'entraîner l'ensem-

un mouvement de protestation, sans provoquer trop de misère dans les foyers.

La grève générale n'est certainement pas à sous-estimer mais, pour réussir, elle a besoin d'unité dans l'action et d'unité dans la résistance, plus que toute autre forme de revendications.

Ce désir intime d'unité habite certainement chaque travailleur. Il a seulement besoin de s'extérioriser. C'est la grande faute des centrales syndicales de ne pas entraîner leurs adhérents dans ce sens.

Ainsi, selon la C.F.T.C., dans certains puits d'Hénin-Liétard, son mot d'ordre de grève générale serait suivi par la majorité des mineurs de toutes tendances.

C'est une nouvelle preuve que l'unité d'action serait facile à réaliser à la base.

Ainsi donc, sans examiner au fond l'opportunité ou l'efficacité des deux moyens d'action proposés, l'observateur politique regrette ce manque de cohésion des représentants syndicaux en face d'un bloc de travailleurs for-

C.G.T., C.F.T.C., F.O.
F.E.N. ET U.N.E.F.
LANCENT UN APPEL COMMUN

POUR LA
COMMÉMORATION
DU 8 FÉVRIER 1962

« Afin que cette commémoration revête le maximum d'ampleur, les organisations syndicales souhaitent que, dans cet appel, soient associées toutes les forces démocratiques. Dans cet esprit, elles décident de prendre contact avec les organisations, partis et mouvements démocratiques ».

Ai enfin trouvé adresses que tu cherchais. Stop. Equipements sports d'hiver qualité sensationnelle. Stop. Prix inhabituels. Stop. A Sport-Service 6, avenue du Maine, près gare Montparnasse à deux pas de chez toi. Stop. Ou à l'Igloo, 22, avenue Ledru-Rollin. Stop. A deux pas des trains de neige.

TE TRANSMETS INVITATION POUR LES SOLDES EXCEPTIONNELS DU DIMANCHE 27 JANVIER. TE MUNIR DU JOURNAL.

LA TAXATION DES LEGUMES

Une mesure de facilité, mais on n'ose pas s'attaquer aux circuits de distribution

La rigueur de l'hiver n'est pas faite pour faciliter l'approvisionnement des grands centres en denrées périssables. Le gel, non seulement ralentit les transports, mais encore entraîne de graves répercussions sur la production et l'arrachage des récoltes.

Déjà, milieu décembre, les prix des fruits et légumes avaient monté en flèche; depuis la semaine dernière, le même phénomène se reproduit. Le poireau est plus que jamais l'« asperge du riche » et la soupe de légumes devient un plat de luxe.

Politiquement cela signifie pour le gouvernement une nouvelle progression de l'indice des prix, qui a déjà fait un sérieux bond en avant en décembre, et le risque d'accroissement du mécontentement social. Qu'allait faire nos « progressistes » (sic) de l'U.N.R.? Choisir le remède le plus facile, la taxation.

Réunions des producteurs

Les réactions les plus vives proviennent des producteurs; dans un communiqué commun, la F.N.S.E.A., le C.N.J.A., la Mutualité et le Crédit agricole « dénoncent le caractère provocateur » de la mesure. Les organisations agricoles estiment en effet que la hausse des prix est légitime pour compenser les pertes que le gel entraîne: si les quantités produites sont moindres et les prix stables le niveau des producteurs diminuera nécessairement. Cette théorie a déjà reçu un commencement d'exécution puisque l'Union des fruitiers détaillants a demandé à ses adhérents de n'acheter en gros qu'à un certain prix.

En conséquence, diverses manifestations paysannes de protestation viennent d'avoir lieu à Saint-Malo, à Coutances; par ailleurs, les producteurs du Vaucluse ont commencé la grève de l'approvisionnement sur les marchés de gros d'Avignon, de Caumont ou de Carpentras.

Il est incontestable que la taxation va relancer l'agitation agricole d'autant plus que cette mesure remet en cause certains aspects du Marché commun agricole, tel que le mécanisme du « prélèvement » pour les œufs hollandais, et cela au moment où les paysans des six pays de la C.E.E. envisagent l'avenir avec inquiétude.

Un optimisme modéré

Les effets de la taxation ont-ils cependant été totalement négatifs? Pas complètement. Des ménagères interrogées jeudi m'ont déclaré que les poireaux, les endives françaises et les carottes avaient baissé, mais presque toutes ont ajouté: « C'est toujours comme cela, les deux ou trois premiers jours on voit la différence, et puis après ça remonte... Des baisses qui se maintiennent longtemps, on n'en a jamais vues. » L'une m'a dit aussi: « Je ne trouve pas normal que les commerçants se « suent » parce qu'il gèle. » Je suis bien de son avis, le marché parisien est ainsi constitué que le moindre écart de température y déclenche une spéculation effrénée dont ni les producteurs ni les consommateurs ne profitent naturellement.

Aussi je crois que les P.M.E. sont assez mal venues de se plaindre. En

revanche, il est vrai que les familles populaires sont surtout affectées par la hausse des prix et que les paysans pâtiront de la taxation, si elle devait se poursuivre. Il y a là un problème économique que la gauche se doit de résoudre.

Dans la distribution des produits périssables, il n'existe pas de « panacée », en tout cas la taxation n'en est pas une. Ce qu'il faut souligner c'est que le gouvernement ne se préoccupe du problème que lorsqu'il devient grave (c'est-à-dire quand il se répercute fortement sur l'indice des prix).

Et pourtant les slogans relatifs à la « réforme des circuits de distribution » demeurent une des tartes à la crème du régime! La seule approche réaliste du problème selon nous consiste dans une véritable réforme desdits circuits qui empêche la spéculation et donne aux producteurs un revenu garanti.

Une telle réforme s'oppose à trop d'intérêts privés pour que le gaullisme soit capable de la réaliser; il faut donc que les forces composantes du Front Socialiste la prennent en charge et la fasse aboutir dans une collaboration profonde entre syndicats ouvriers et paysans. En attendant, les fabricants de potage en sachet réalisent des fortunes.

J.C. Barigel.

La tradition du chantage

M. HERZOG, au cours des débats concernant le budget de l'économie nationale, a annoncé devant l'Assemblée nationale qu'il était prêt à faire rétablir ses subventions de fonctionnement à l'U.N.E.F. moyennant quelques conditions.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour savoir lesquelles, et nous avons d'ailleurs dénoncé ici, à plusieurs reprises, la manœuvre amorcée de longue date. Il s'agit pour l'U.N.E.F. d'accepter la présence de la F.N.E.F., scissionniste, au Haut Comité de la Jeunesse, en attendant, sans doute, qu'on la retrouve dans tous les organes consultatifs mis ailleurs en place (commissions ministérielles, conseils régionaux de la Jeunesse, etc.).

La question de la non-représentativité de la F.N.E.F. n'est plus en question, surtout depuis les dernières élections. Sa présence au Haut Comité, ou ailleurs, serait l'encouragement de toutes les manœuvres scissionnistes: la Ligue Française pour les Auberges de la Jeunesse, elle aussi scissionniste, comme la F.N.E.F. n'aurait plus de raison de ne pas s'y trouver.

On nous dit que certaines organisations du G.E.R.O.J.E.P. font pression sur l'U.N.E.F. pour qu'elle accepte le « marché ». Il est possible que cela soit ainsi; mais, ne le cachons pas, ce serait purement et simplement une défaite, qui éclairerait un peu mieux les contradictions de la politique « gestionnaire ». Dans la situation politique actuelle, il n'y a pas trois voies.

E. C.

VIENNENT DE PARAITRE :

Deux nouvelles fiches de formation viennent de paraître.

1.) Fiche n° 10. Les entreprises : Comment fonctionnent-elles ? Pour qui ?

2.) Fiche n° 11. L'économie et les choix nationaux.

PRIX : 0,50 F.
C.C.P. 5826-65

JULLIARD

JEAN DRU

le pari démocratique

« Ni la gauche non communiste, ni le parti communiste ne peuvent espérer conquérir le pouvoir par leurs seules forces dans un avenir prévisible, constatent les auteurs... Donc chacune de ces composantes de la gauche a besoin de l'autre comme partenaire... Tel est l'essentiel de la thèse... Ajoutons que la lecture en est aisée. »

Robert VERDIER " Tribune Socialiste "

« Qu'est-ce qu'un communiste en 1963? Est-ce un homme qui parle comme M. Krouchtchev ou comme Mao Tsé-Toung?... Le problème communiste est clairement posé dans un livre que vient de publier un groupe de militants du P.C. : LE PARTI DEMOCRATIQUE... »

André DELCROIX " France-Observateur " 9 F. 60

AMAR OUZEGANE

le meilleur combat

« Le public qui ne se laissera pas déconcerter, trouvera dans ce texte original des richesses considérables. La polémique ne manque ni de nerf, ni de souffle, l'évocation historique est passionnante et la réflexion doctrinale mérite qu'on s'y arrête, même quand on ne partage pas tous les postulats ou toutes les conclusions »

A. P. LENTIN " France-Observateur " 16 F. 60

JACQUES DAUER
et MICHEL RODET

les orphelins du gaullisme

La réalité gaulliste a-t-elle répondu à l'espoir gaulliste de 1958? Par l'analyse des événements (barricades, putsch, solution algérienne, questions sociales, élections), Jacques Dauer et Michel Rodet exposent le problème de conscience des militants gaullistes de 1963.

12 F.

CHRISTIANE PEYRE

une société anonyme

Préface d'Albert Memmi

« Livre d'un intérêt et d'une portée exceptionnelle car il dégonfle le mythe rassurant qui a tendance aujourd'hui à s'installer, et qu'Albert Memmi résume très bien au début de sa préface : « Les ouvriers, paraît-il n'existent plus... »

Març PIERRET " France-Observateur " 10 F. 60

ANDRÉ RIBAUD dessins de MOISAN

le Roi

Chronique de la Cour

broché 13 F. 50 - relié soie 21 F.

la Cour

Chronique du Royaume

160^e mille

broché 12 F. - relié soie 21 F.



LOUIS MASSIGNON
parole donnée

Collection

« Dossiers des Lettres Nouvelles »

Voici réunis un choix d'une trentaine de textes de Louis Massignon. Préfacés par Vincent Monteil, ils mettent en lumière l'un des plus grands esprits de notre temps.

25 F.

GILLES MARTINET



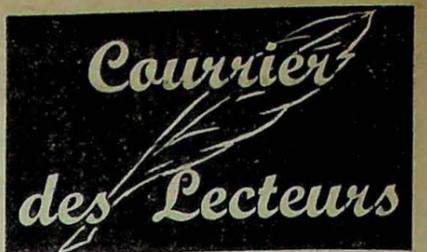
le marxisme de notre temps

« Gilles Martinet étudie la gauche nouvelle. Avec une passion d'entomologiste, il détaille les vicissitudes de cette famille politique, examine ses relations avec ses grands voisins, et en particulier le parti communiste, calcule son rôle dans la naissance d'une démocratie nouvelle... »

Pierre VIANSSON-PONTE " Le Monde " 9 F.

JULLIARD

Le "grand" ministère de la Jeunesse : Un essai de mainmise sur l'organisation des jeunes



DES 1958, le pouvoir gaulliste annonçait sa volonté de regrouper au sein d'un ministère unique — un ministère de la Jeunesse — tous les services épars dans divers départements administratifs : santé, éducation, sports, loisirs, etc. Le projet souleva l'hostilité des organisations et mouvements de jeunesse qui s'assemblèrent pour former le GEROJEP, organisme de liaison : le GEROJEP dénonça le danger de l'opération, le risque de mainmise de l'Etat sur la jeunesse. M. Herzog opéra un repli tactique en abandonnant publiquement son enfant. On ne devait plus parler de ministère de la Jeunesse, mais le Haut Commissariat devait développer une politique du grignotage arrachant petit à petit certaines positions aux mouvements. Nous en avons parlé.

Aujourd'hui et puisque la conjoncture générale — cf. les élections au cours desquelles M. Herzog « apolitique » fut élu à Lyon, après qu'il eut annoncé la candidature de Lyon aux prochains Jeux olympiques — est favorable, le projet est repris. A Marseille, une association lancée par l'abbé Laudrin et Raymond Marcillac réclame un véritable ministère de la Jeunesse ayant un pouvoir réel. A Paris, M. Bertrand Flornoy, député U.N.R., rapporteur, au nom de la commission culturelle et familiale de l'Assemblée nationale, compte tenu de la montée démographique, de l'insuffisance des moyens accordés jusque-là au Haut Commissariat, demande un ministère de la Jeunesse avec un budget conséquent, capable seul d'envisager avec l'ampleur souhaitée les « problèmes » des jeunes.

Une opposition morcelée

A l'heure où j'écris ces lignes, le GEROJEP n'a pas encore réagi : le temps lui a manqué pour se réunir et adopter une position. Ceci dit, manifesterait-il, cinq années après, l'unanimité de sa naissance ? On peut en douter : une partie de ses membres — nous verrons plus loin lesquels — beaucoup trop liée aux Pouvoirs publics, refusera vraisemblablement de se prononcer nettement, tandis qu'une autre, tirant la leçon des dernières opérations de « neutralisation », s'y opposera. Assisterons-nous alors à un éclatement du GEROJEP ? Cela n'est pas impossible : disons même que cela semble inéluctable. A moins, qu'une fois de plus, le GEROJEP se taise, mais le silence dans ce cas équivaldrait à un suicide.

Pour comprendre la nature des divergences qui apparaissent entre les mouvements, il faut revenir sur le projet dont nous nous étions fait l'écho dans « Tribune Socialiste » (numéro 129).

Educateurs d'Etat ?

Il s'agissait du texte déposé devant le Haut Comité de la Jeunesse par Lucien Trichaud au nom de la Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture, portant projet de « création d'un Fonds de coopération destiné à assurer régulièrement le paiement des éducateurs dans les institutions et associations de Jeunesse et d'éducation populaire ». L'auteur y rappelle d'abord que les éducateurs permanents sont rétribués soit grâce aux ressources propres des associations, soit grâce à des subven-

tions en provenance de l'Etat ou d'organismes publics, locaux ou régionaux. Il note ensuite la précarité des subventions, la fragilité de la « profession », l'insuffisance des crédits prévus par la loi-programme ou même le V^e Plan actuellement en discussion. Pour cela, il propose « la création d'une sorte de Caisse des Cadres, intitulée peut-être « Fonds de Coopération », qui serait habilitée à recevoir de la part de l'Etat (plusieurs ministères) ; de la part des collectivités publiques locales (communes) ; de la part des institutions régionales (caisses d'allocations familiales) ou de la part d'organismes privés, des sommes destinées à rétribuer les éducateurs des associations ». Sous quelle forme juridique ? « Soit un office, soit une fondation, soit une association régie par la loi de 1901 » avec un conseil d'administration comprenant les « ...représentants des



(Archives Tribune.)

« Eviter l'étatisation des Maisons de Jeunes »

baillieurs de fonds et des représentants des utilisateurs ».

Parallèlement à cela, le fonctionnement du Fonds impliquerait une harmonisation de la profession d'éducateur populaire, pour ce qui concerne la formation, grâce à « un tronc commun sanctionné par un diplôme d'Etat accepté par l'ensemble des associations intéressées pour le recrutement de leur personnel ».

Revendication professionnelle ?

Le projet revient encore sur l'« harmonisation des indices et des catégories de personnel, entre les diverses associations qui emploient des éducateurs permanents ». Il insiste sur la nécessité de créer « une profession qui existe déjà dans les faits, mais qui n'est jusqu'à présent définie par aucun texte sinon par assimilation à des professions déjà existantes ».

Mêlant ainsi ce qui apparaît comme la reconnaissance d'une profession — la profession d'éducateur — au problème plus général de l'aide aux mouvements, de la formation de leurs cadres, il les confond habilement dans une même proposition. Refusant le « tronc commun » de formation, on refuse le principe d'une reconnaissance de la profession ou vice-versa ; on contraint du même coup les opposants à « discuter ».

Discutons. Premier point : le Fonds. Pourquoi un tel fonds serait-il mieux alimenté que les mouvements, directement ? Ou bien l'Etat accepte le

principe de l'aide, ou il la refuse. S'il l'accepte, on comprend mal — ou trop bien — pourquoi il impliquerait une reconsidération du processus actuel ? La multiplicité des sources d'aide (l'argument tombe d'ailleurs dans le cas d'un grand ministère) : elle existe déjà pour les institutions, les mouvements d'éducation populaire et ils peuvent d'eux-mêmes modifier leurs statuts pour recevoir l'argent provenant d'ailleurs. Si réellement les Pouvoirs publics sont prêts à alimenter plus facilement le Fonds cette soudaine sollicitude cache d'autres desseins inavoués.

Deuxième point : la gestion du Fonds. Inévitablement une co-gestion qui atteint cette fois non plus les activités, mais les mouvements eux-mêmes. De plus, une co-gestion dont le fonctionnement serait confié à l'Administration. Enoncer une telle éventualité, c'est déjà en dire l'absur-

dit. Ou au contraire, d'un autre point de vue, la très grande logique.

Troisième point : le tronc commun de formation. La confusion provient sans doute d'une vision « technique » des activités éducatives. Chaque mouvement possède son orientation, sa conception du monde. Un « tronc commun » est possible à partir d'une orientation commune : par exemple les organisations post et peri-scolaires entre elles, mais la Ligue de l'Enseignement n'a pas attendu M. Trichaud pour y songer. Ou à partir d'activités purement techniques : travaux manuels, techniques de loisirs. Ou dans le cas d'une « neutralisation » des mouvements.

Toutes ces hypothèses justifieraient mal — sauf la dernière et du point de vue gouvernemental — la création dudit fonds.

Subventions directes

Aucune somme ne fut inscrite dans la loi-programme pour l'animation des installations prévues. Que les principaux bénéficiaires, Maisons de Jeunes, notamment, songent pour combler cette absence, créer une nouvelle institution, bien, mais pourquoi appeler les mouvements à y collaborer ? Pourquoi, aussi, avoir porté le projet de Fonds de Coopération immédiatement devant le Haut Comité et non pas, comme ce fut toujours le cas, au GEROJEP pour discussion préalable ? Ce sont les questions qui furent posées au représentant des Maisons de Jeunes, mardi dernier, au cours d'une réunion du GEROJEP. Soutenu par le délégué des Foyers Léo-Lagrange, de Peuple et Culture, il devait défendre sa « tactique » par l'absurde : éviter l'étatisation des Maisons de Jeunes en lui soustrayant la formation des cadres ! C'est le vieil argument réformiste qu'on voit refleurir un peu partout en ce moment et qui doit excuser toutes les compromissions, les marchandages, toutes les capitulations : être réaliste, constructif, en se précipitant dans la gueule du loup.

On voit ainsi la nature du clivage qui s'opère déjà au sein du GEROJEP : la nouvelle menace du ministère de la Jeunesse en montrant la réalité et passé le « gauchisme » verbal, la fermeté des positions de chacun de ses membres matérialisera ou non les positions véritables.

Quant au Fonds de Coopération ? Il n'est besoin de dire notre hostilité à son égard : les mouvements doivent obtenir directement les subventions qu'ils réclament pour former eux-mêmes leurs cadres. Saurons-nous les y aider ?

Emile Copfermann.

« Tribune » est-il un bon journal ? Pourquoi peut-il le devenir ?

Ce référendum est ouvert à tous nos lecteurs.

Nous leurs proposons comme modèle de réponse, cette lettre de notre camarade Nouvellon, de Rouen. Nous vous la proposons parce que son analyse par rubrique paraît une méthode d'exposé claire.

Nous attendons d'avoir un nombre de réponses suffisantes pour les publier.

Point n'est dans mes intentions de vous envoyer une longue diatribe ni... une motion de synthèse, mais seulement quelques réflexions inspirées par « T. S. ».

Dessinateur-projeteur en architecture, je suis responsable de mon syndicat et coresponsable de la section P.S.U. des Sapins (ensemble immobilier de 15.000 habitants).

Cette section comprend 16 membres tous abonnés ou lecteurs de « T. S. » et faisant actuellement de la prospection pour le journal.

Voici maintenant pour les réflexions :

1^o Présentation : Très, très bien, lecture facile et attrayante.

2^o « Points sensibles » : Pas mal, mais souvent trop alambiqués et pas toujours très lisibles.

3^o Editoriaux : Inégaux, mais bien dans l'ensemble.

4^o Revue de presse : La rendre moins complète mais plus profonde, de toute façon à conserver.

5^o Politique internationale et informations sociales : Bien.

6^o Politique étrangère : Je ne la lis jamais, en tout cas une page suffit amplement.

7^o La vie du parti : Beaucoup trop pauvre, par la faute sans doute des camarades. Un gros effort devrait cependant être fait pour lui redonner vie.

8^o Courrier des lecteurs : Devrait être plus important. Le dernier numéro n'était pas mal. Mais attention, évitez les lettres de dilettantes distingués (comme on en lit dans France Observateur) et celles dithyrambiques qui font trop « propagande ».

9^o Pages culturelles : Alors là, pas du tout d'accord !

Les lecteurs de « T. S. » se divisent schématiquement en deux catégories :

La première groupe les camarades intellectuels et assimilés, vieux abonnés de « L'Express » et de « France-Observateur » qui prennent « T. S. » (et les échecs sont nombreux) plus par fidélité au parti que par intérêt.

Dans la deuxième catégorie on trouve des camarades ouvriers et d'origines syndicalistes, simples lecteurs souvent de la presse locale. L'abonnement de ceux-ci à « T. S. » est souvent plus facile car c'est souvent leur seul hebdomadaire. Pour les mêmes raisons ils en sont des lecteurs d'autant plus consciencieux.

C'est donc pour eux en priorité que doivent être rédigées ces pages culturelles. Or actuellement ces rubriques écrites par quelques étudiants gauchistes ne visent qu'à démarquer sur sa gauche « L'Observateur littéraire ». Permettez-moi de vous dire que le métal ou l'employé de bureau n'en a que foutre.

Ce qu'il faut c'est :

Cinéma : Une présentation et une critique intelligible pour tous les grands films qui passent dans l'ensemble de la France. Des indications sommaires étant fournies sur le metteur en scène et le scénariste à la manière d'une fiche pour club populaire.

Théâtre : Un catalogue des différentes activités théâtrales parisiennes et provinciales, en face duquel figurait une critique très sommaire.

Art et Littérature : Des critiques approfondies des grandes œuvres artistiques et littéraires. Ces critiques doivent être écrites en un français simple, les mots compliqués étant expliqués au bas de l'article. Toutes indications (Prix, éditeurs, etc.) devront être données pour se procurer les œuvres en question.

★
N'oubliez pas de mentionner votre situation par rapport à T.S. : lecteur, sympathisant, adhérent P.S.U., militant syndical, professionnel, et toutes les autres précisions qui vous paraîtront utiles pour nous.

« Vivre son temps »

JEAN BONIFACE

Arts de masse et grand public

Préface d'Alfred Sauvy — 160 pages, 6,30 F.

JACQUES CHARPENTREAU et RENE KAES

La culture populaire en France

206 pages, 7,50 F.

RENE PUCHEU

Le journal, les mythes et les hommes

184 pages, 7,50 F.

Cette nouvelle collection accorde une égale attention à la vie quotidienne, à la vie personnelle et aux divers aspects collectifs d'une civilisation en mutation. L'action culturelle est nécessaire au renouvellement de la démocratie.

LES EDITIONS OUVRIERES

12, avenue Sœur-Rosalie — PARIS (13^e)

Congrès de l'UGTA

Le Bureau politique a pris en main la Centrale syndicale algérienne

Il est important de dire que plusieurs semaines après l'accord loyal et fraternel réalisé entre l'U.G.T.A. et le Bureau politique, des ministres du gouvernement refusent de discuter avec les délégués élus des travailleurs organisés au sein de notre syndicat unique.

« Pour être clairs, le malaise né de malentendus concernant les relations Syndicat-Parti, persiste. »

C'est ainsi que s'exprimait l'éditorialiste de l'Ouvrier Algérien, organe central de l'Union générale des Travailleurs algériens à la veille de ce premier congrès.

Afin de bien saisir l'importance des événements qui ont marqué ce congrès, il faut rappeler quelques faits.

Chacun se souvient que, lors de la crise de l'été dernier, l'U.G.T.A. avait pris nettement position en faveur du « groupe de Tizi-Ouzou » (tendance Boudiaf-Krim) contre le « groupe de Tlemcen » (tendance Ben Bella-Khider).

En novembre, le F.L.N. avait conclu avec l'U.G.T.A. un accord lui accordant une certaine autonomie ; en fait, cela ne faisait qu'isoler le syndicat.

C'est pourquoi les observateurs s'attendaient à ce que le problème des rapports Syndicat-Parti soit au centre des débats.

En fait, en dehors de ce problème, il ne semble pas y avoir de sérieuses divergences entre les deux tendances, et différentes résolutions définissant l'orientation ont été adoptées sans que cela provoque d'opposition.

Afin de clarifier le débat, nous avons demandé à un militant de l'U.G.T.A. (1), très au fait de la question, de bien vouloir répondre à nos questions. (Il nous a demandé de ne pas révéler son identité, ce qui est compréhensible actuellement) :

T.S. : Certains observateurs ont déclaré que ce congrès marquait la fin du syndicalisme algérien ; qu'en pensez-vous ?

B... — Il est certain que l'U.G.T.A. va devenir l'annexe du Bureau politique et l'U.G.T.A. l'annexe de l'Amicale des Algériens en France, organisation parallèle que le B.P. a créée.

En Algérie, les syndicats sont faibles et n'ont pas de structures, sauf peut-être dans l'administration. Le syndicalisme est donc vulnérable, d'autant plus qu'il y a un fort chômage sur lequel a misé le B.P.

Mais il a tort de s'attaquer à tous les mouvements nationaux, rappelez-vous l'U.G.E.M.A. (2) et maintenant l'U.G.E.M.A., mouvements qui sont quand même démocratiques. Ce qu'il a fait, c'est un véritable travail de sape.

T.S. : Vous semblez résolument hostile au Bureau politique. Est-ce sur le fond de sa politique ou en fonction des récents événements ?

B... — Non, je ne suis pas antibeliste. C'est trop facile d'accuser les syndicalistes, comme il a été fait, d'être des opposants irréductibles et violents.

J'estime que le Bureau politique a un travail à faire ; qu'il le fasse, mais je dis qu'il a tort de se couper de ceux qui, comme nous, font passer avant l'approbation permanente, l'action militante.

On nous dit : le B.P., c'est le gouvernement et le Parti. Je réponds : le B.P., c'est l'Etat. Or, si l'Etat se réduit à sept personnes, nous risquons d'aller à un chaos catastrophique pour le pays s'il y a une scission parmi elles.

T.S. : Pour conclure, comment voyez-vous l'avenir ? Quelles vont être vos positions face à la masse paysanne ? Que va devenir l'U.G.T.A. en France ?

B... — L'U.G.T.A. avait commencé son travail ; j'espère qu'elle continuera ses gestions d'usines et de coopératives. Séparer ouvriers et paysans, c'est créer des « classes », cela nous ne le voulons pas car nous avons des problèmes identiques. Nous avons voulu créer un syndicat

paysan structuré ; j'espère que le nouveau bureau y arrivera. Pour ma part, je l'y aiderai.

Quant à l'U.G.T.A., eh bien ! depuis l'accord du 19 décembre elle dépendait de l'U.G.T.A. et non pas du B.P. Or maintenant cela reviendra au même.

On va nous proposer de rallier... En fait, je vois mal l'U.G.T.A. rester dans le circuit.

Frédéric Desnaut.

(1) Amicale Générale des Travailleurs Algériens.
(2) Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens.

Toulouse : 700 personnes à la conférence de Gilles Martinet

700 personnes au moins ont assisté à la conférence-débat qu'animait notre camarade Gilles Martinet, le jeudi 17 janvier, dans la salle de l'ABC à Toulouse, sur le thème du « Marxisme de notre temps ». Les applaudissements qui ont salué l'exposé du conférencier et la teneur de la discussion qui a suivi témoignent de l'intérêt que le public porte à la recherche de véritables perspectives d'avenir pour l'ensemble de la gauche.

Le succès de cette première conférence de l'année nous laisse bien présager quant à celui que connaîtra la prochaine que donnera René Gougon, professeur à la faculté des sciences, le jeudi 7 février prochain. Il doit aussi nous rassurer quant à la sympathie toujours plus grande dont jouit la gauche nouvelle et en particulier le P.S.U. A lui de savoir s'implanter et s'organiser ; à lui de ne pas décevoir.

Ligue des Droits de l'Homme

La Ligue des Droits de l'Homme communique :

Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 20 janvier 1963,

Après la libération et le renvoi en Allemagne des anciens maîtres de la Gestapo en France, Oberg et Knochen,

Rappelle que ces bourreaux ont été primitivement condamnés à la peine capitale pour les dizaines de milliers de vies innocentes tranchées sciemment par eux.

La Ligue ne revient pas, à cette occasion sur son hostilité à la peine de mort. Mais elle dénonce la mesure de faveur ainsi octroyée à des tueurs systématiques et méthodiques.

La Ligue relève que cette mesure outrage, d'abord, les victimes du nazisme, ensuite le sentiment d'équité à l'égard de certains emprisonnés ayant, eux, bénéficié de circonstances atténuantes qu'Oberg et Knochen ne peuvent revendiquer à aucun égard.

Les 4 semaines chez Solvay

Un débrayage d'une heure à l'usine Solvay, à Dombasle, a fait suite à l'appel diffusé le 14 janvier par la C.G.T. et la C.F.T.C.

Nos camarades avaient provoqué deux réunions d'information. La première, à l'usine de Dombasle, dans le hall du grand atelier, le 15 janvier ; la seconde, à l'usine de Maxéville-Carrière, au réfectoire des ateliers et au vestiaire de la carrière zone 2.

La revendication des quatre semaines de congé était suivie par d'autres revendications.

Nous continuerons à tenir nos lecteurs au courant de cette action.

Salle comble à Montauban

LE Cercle d'études socialistes de Montauban avait invité Gilles Martinet, le 18 janvier dernier, à présenter, dans une conférence, son livre paru dernièrement chez Julliard : « Le Marxisme de notre temps. »

C'est devant une salle comble, composée d'auditeurs venus d'horizons différents mais tous très attentifs et très intéressés, que Martinet développa les différentes parties de son étude : « Pourquoi le marxisme ? » « La Démocratie socialiste n'a jamais existé », « Socialisme et révolution », « Le Tiers-Monde », et enfin le problème si actuel et si urgent de la construction d'une Gauche nouvelle face à la nouvelle droite puissante et dynamique formée surtout par l'U.N.R.

Le sujet était large et complexe. Martinet a su dégager les idées-force avec rigueur et clarté. S'appuyant sur des exemples concrets, il a donné à son exposé un aspect vivant et même passionné qui n'a jamais lassé son auditoire.

Une discussion constructive et animée a suivi la conférence, discussion qui a permis à Martinet d'apporter des précisions sur l'état actuel de la révolution algérienne, sur les rapports de la Gauche nouvelle avec les partis traditionnels, et enfin et surtout sur les modifications des structures économiques, indispensables à la marche vers un véritable socialisme démocratique.

Plusieurs auditeurs, à l'issue de la réunion, ont demandé aux membres du cercle d'études socialistes d'organiser fréquemment des conférences semblables.

C'est dire l'intérêt suscité par l'exposé de Martinet et aussi les prises de conscience que celui-ci a provoquées.

A un moment où la Gauche est victime d'une certaine dépolitisation de la masse, il paraît urgent et efficace de provoquer et de multiplier des colloques avec des éléments désireux de se documenter, de comprendre et d'adhérer à une idéologie solide et cohérente. Ainsi contribuerions-nous à former « la nouvelle génération politique ».

Un geste de solidarité

Une institutrice, ancienne adhérente à la section P.S.U. de Caluire (Rhône), et aujourd'hui en Algérie, avait réclamé aux membres de cette même section, à l'approche de l'hiver, de faire une collecte de vêtements pour les habitants des villages placés sous sa charge.

Une collecte fut donc organisée parmi les adhérents et sympathisants de Caluire : ce sont ainsi près de 250 kilos de vêtements en excellent état qui furent expédiés à Souk-Ahras, où « campent » des réfugiés algériens de retour de Tunisie.

De nombreux élèves, dont beaucoup sont dans un état de faiblesse physique dramatique, ont pu être habillés de vêtements chauds.

Notre camarade demande avec insistance que de nombreux techniciens et enseignants acceptent de venir en Algérie, où une grande estime leur est acquise d'avance.

Section rurale en Corrèze

SECTION RURALE EN CORREZE
A Beynat : Claude Verges, Collège d'Enseignement Général, à Beynat (Corrèze).

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9').)

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 23 au 29 janvier

LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY

Un film de Serge Bourguignon

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 23 au 29 janvier

SOURIRES D'UNE NUIT D'ETE

de Ingmar Bergman en v.o.

Au même programme :

GUERNICA
de Alain Resnais

Théâtre

TRIOMPHAL SUCCES

LE JOURNAL D'UN FOU

de GOGOL

avec ROGER COGGIO

THEATRE HEBERTOT

Loc. 15 jours d'avance — EUR 23-23

PRIX JEUNE CRITIQUE

THEATRE EN ROND

3 CONTRE 1

avec

Maurice TEYNAC

PETITES ANNONCES

Cherche studio ou 2 pièces Paris. Prix : entre 150 et 250 F. Ecrire au journal qui transmettra N° 1504.

LIVRES ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin
Paris - ORN. 41-25

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi 8, rue Henner
Paris (XV^e) Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :
Geneviève Mesgulche
71, rue des Saints-Pères
Paris (6^e)

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

AZNAVOUR à l'Olympia

Il est à la mode, M. Aznavour... D'abord parce qu'il a du talent, indiscutablement... Ensuite parce qu'il ne prend pas de risque avec la popularité. Pas de révoltes contre la belle société, pas de flics dans ses chansons.

Un seul sujet : la belle, la vraie, la grande Amour ; ça plaît toujours, pas vrai Margot ? et c'est bien normal... La chanson d'amour qui fait frissonner et qu'on n'explique pas, ça se pimente d'un peu d'érotisme, oh ! à peine, faut pas choquer le Bourgeois, juste montrer qu'on a les idées larges et qu'on n'est pas un amateur dans le genre, et puis après faut faire durer...

De folles nuits en nuits folles et de 45 en 33 tours on résiste bien cinq ou six ans et quand on sent que ça commence à bien faire et que Margot louche un peu trop vers les Chaussettes Noires, alors là on a l'idée géniale, les canus conjugaux en musique... « Tu l'laisses aller », « J'ai tort », « Tu en fais trop », etc. Ce n'est plus l'amour fou, c'est l'amour pot-au-feu... et ça remarche pour un bail. Après l'inaccessibles et le téléphone blanc, le quotidien et le rôti qui brûle. Les braves gens qui se pressent à l'Olympia tous les soirs en sont tout chavirés ; c'est beau la chanson vécue...

Pas étonnant qu'il soit à la mode, M. Aznavour..., il est tellement psychologue.

Michel JOCH.

Club des Poètes

Si vous voulez passer une soirée originale, si vous aimez la poésie, sortez au « Club des Poètes », 30, rue de Bourgogne.

Un restaurant au décor simple, des plats fort bons, un rosé qui chatouille le palais, et, au dessert, de savoureux poèmes, ballades et sonnets qui vous sont proposés par J.-P. Rosnay et une pléiade de jeunes poètes.

Un jin diseur à la voix de tragédien, Viky Messica, chante Rimbaud et Lorca avec un rare talent.

Sandra Jayat, jeune poétesse gitane, récite quelques vers de sa composition. Le poème très émouvant sur Django Reinhardt déchaine les applaudissements. Sandra Jayat : un nom dont on se souviendra.

Puis le maître des lieux, J.-P. Rosnay, nous présente ses œuvres, des vers adroitement construits, un langage qui nous pénètre et nous touche.

Et, de nouveau, des amoureux de la poésie nous livrent quelques strophes de leur composition.

En résumé, une soirée fort agréable et qui sort de l'ordinaire.

(Club des Poètes, 30, rue de Bourgogne.)

M. A.

Télévision

COINCIDENCES

● UNE NOUVELLE REVUE. — Une nouvelle revue vient de naître : il s'agit des « Cahiers de la Télévision », édités par R. Julliard. Deux choses sont déplorables. Tout d'abord la part importante accordée aux « idées » de MM. Robert Borda, présentement directeur général de la R.T.F., et Albert Ollivier, directeur des programmes. Le premier, qui est présenté par la rédaction comme véhément et libéral, déclare sans rire que « la télévision doit être populaire et audacieuse, le contraire d'un art bourgeois ».

Autre point déplaisant : le prix de vente. Pour quatre-vingts pages, il atteint, en effet, 4,50 F. Voilà qui ne risque guère de donner une très large audience à une publication qui est néanmoins intéressante.

● PAS DE PUBLICITE. — La publicité est, comme chacun sait, interdite à la T.V., sauf celle dite compensée (jus de fruits, Loterie nationale, etc.).

Lorsqu'il s'est agi de présenter les jouets de Noël, un séquence a largement montré un magasin en qui chacun pouvait reconnaître les Galeries Lafayette. La soporifique Rue du Havre, dont nous fûmes gratifiés en fin d'année, avait pour décor, lors de nombreuses séquences... les Galeries Lafayette.

Enfin, le 5 janvier, nous eûmes droit à un nouveau reportage intitulé « Blanc du monde entier », toujours aux Galeries. Il s'agit bien, évidemment, d'une simple coïncidence.

Criticus.

LA FEMME SAUVAGE

de KATEB YACINE

KATEB YACINE rappelait que La Femme sauvage constitue en fait la réunion de deux œuvres distinctes, Keblout et une version nouvelle du Cadavre encerclé. Il se produit, à la scène, une coupure entre les deux parties du spectacle : le ton en est différent, le langage aussi. Que Kateb Yacine ait souhaité leur juxtaposition pour exprimer la continuité, à cent ans de distance, d'un même combat, cela est apparent, mais le décalage est gênant.

Keblout est chef d'une famille paysanne, d'une tribu de la région de Guelma ; il s'oppose, malgré l'incompréhension des siens, à l'invasion turque, et sa fille, pour le soustraire aux envahisseurs turcs, lui tranchera la gorge. Vers 1953, Lakdhar, son descendant, reprend la lutte. Contre les Français. Ici une idylle avec la fille

d'un officier. Lakdhar meurt, tué lui aussi par les occupants, tandis que ses compagnons acceptent de se faire sauter avec leurs explosifs, dans un autobus. Son fils, qui servait de guet, semble détaché du combat, signe que, désormais, l'avenir s'ouvre.

Je ne crois pas avoir trop trahi le propos de Kateb Yacine. J'imagine qu'il évoque assez fidèlement la nature du combat algérien. Mais je dirais, par suite d'un médiocre goût pour la tragédie, au théâtre ou ailleurs, le sentiment de malaise dans lequel je me suis trouvé, le conflit ici exprimé semblait totalement « dépolitisé », « neutralisé », et la lutte devenait quasi mythique, une Révélation ancestrale. Je le répète : je ne connais pas les Algériens d'Algérie ; peut-être ces derniers ont-ils

ainsi ressenti l'insurrection. Toute la question est de savoir la volonté de l'auteur. Elle me semble, dans La Femme sauvage, inconsistante.

On me dira que ce ne sont pas des choses à dire, qu'il s'agit d'un écrivain algérien, etc. Je n'aime pas une certaine forme d'hypocrisie paternaliste qui tend à encourager désormais dans nos milieux tout ce qui concerne l'Algérie. Il me semble donc nécessaire de dire ma déception. La mise en scène bâtarde de Jean-Marie Serreau n'a pas trouvé le ton parfois lyrique de Yacine, autre déception qu'une distribution hasardeuse ne venait pas effacer.

Ai-je été trop dur ? Peut-être. J'attendais beaucoup de La Femme sauvage. Allez-y voir.

E. C.

(Théâtre Récamier.)

Cinéma

FORT DU FOU



Celui-là, il faut se le payer. C'est du gâteau. La publicité (à la radio, sur les affiches) dit que c'est d'après un truc de Lartéguy, mais ce grand écrivain n'est pas au générique. N'empêche, c'est bien son esprit. L'Indo, les baroudeurs aux conflits cornéliens, les salauds de Viets. Tout, quoi. Il faut se l'offrir, je vous dis.

Dans le marécage de notre cinéma, c'est la seule occasion que vous ayez de voir les sales gueules des tortionnaires et des tueurs des commandos, c'est la seule chance que vous ayez de voir les partisans de l'armée populaire vietnamienne détruire allégrement cette pourriture, ce magma de traîtres vietnamiens collabos et de

mercenaires blancs qui « maintenaient » notre drapeau en Indochine.

L'idéal serait de voir ce film en groupe. Et en applaudissant à chaque fois que le Viet-Minh marque un point ; applaudir en cours de film, est-ce que c'est troubler la projection ?

Marcel Ranchal.

Livres

LA GAUCHE HEBDOMADAIRE

par Claude ESTIER

LA Collection Kiosque (1), consacrée à la presse et à l'opinion, nous a déjà présenté un bon Zola, journaliste et Le Monde et ses lecteurs. Le dernier ouvrage de cette collection retrace l'histoire des hebdomadaires de gauche de 1914 à 1962. C'est Claude Estier, journaliste à France-Observateur, qui s'est chargé de faire revivre cette histoire.

Les grands courants politiques, au début du siècle, s'exprimaient dans la presse quotidienne ; celle-ci, peu à peu, évolua vers l'information. En réaction contre ce courant, apparurent les hebdomadaires : presse d'idées, tribunes politiques...

Faire l'histoire de cette presse depuis le Canard Enchaîné des tranchées jusqu'à l'Express et France-Observateur n'est pas un mince travail. Pour se limiter aux 228 pages de la collection, Claude Estier a choisi de faire l'histoire des années 1914-1962 en rattachant chaque époque à un journal : Le Canard Enchaîné et la guerre 1914-1918, La presse catholique et l'expérience Marc Sangnier, Vendredi et le Front populaire, Marianne et Munich, France-Observateur et le Neutralisme, l'Express et la guerre d'Algérie.

Il est toujours un peu arbitraire de limiter un journal à une prise de position, mais les nécessités de la collection ont obligé l'auteur à dégager des lignes de force. Claude Estier l'a fait avec honnêteté et brio. La Gauche hebdomadaire est une brillante esquisse, intéressante et facile à lire.

O. HAHN.

(1) Librairie Armand Colin, 283 pages, 60 illustrations, 7,50 francs.

EN BREF

● A signaler une très bonne initiative du Théâtre de la Huchette.

Les mardis de ce théâtre seront désormais consacrés à la poésie. De jeunes auteurs-compositeurs s'y produiront, patronnés par Anne Sylvestre.

L'HOMME

ET LE DAUPHIN

LE livre (1), raconte l'assez curieuse expérience d'un chercheur anglais, John C. Lilly, qui s'est consacré à l'étude des dauphins. Il pense — c'est l'hypothèse sur laquelle il travaille, sans qu'elle ait été encore formellement confirmée ou infirmée par les faits — que le dauphin est, dans l'échelle animale, le représentant d'une espèce qui peut jouir de facultés intellectuelles comparables à celles de l'homme. Les études du professeur, sur le volume du cerveau de ces cétacés familiers, sur le langage qu'ils utilisent, sur leur aptitude à comprendre ce qu'on exige d'eux bien plus vite que n'importe quel animal traditionnellement dressable, sont assez curieuses.

Ces études sur les dauphins sont intéressantes à plus d'un titre. Elles excitent une curiosité fort louable — l'homme aime connaître ce qui l'entoure — mais elles peuvent servir de base à des utilisations pratiques. La marine américaine a financé le professeur Lilly : des dauphins intelligents pourraient lutter efficacement contre des sous-marins.

Celui-ci se demande ce qui arriverait si, l'intelligence des dauphins étant avérée par une communication avec les humains, par un langage commun, ces animaux se révélaient pacifistes...

(1) Stock.

“Ils ont tué Jaurès”

GRACE à une bienveillante invitation de Mme Régner-Jaurès, qui m'a été apportée par notre camarade Louis Jaurès, j'ai eu le privilège d'assister à la présentation à la presse, le 15 janvier, du film de Jean-Baptiste Bessol, inspiré de la Vie de Jean Jaurès, de Marcelle Auclair.

Le titre : « Ils ont tué Jaurès », en est significatif. De 1859 à la date maudite du 31 juillet 1914, on suit la vie exemplaire de Jean Jaurès, grâce surtout à des bandes d'actualités. Peut-être le rôle des véritables assassins qui ont armé Raoul Villain, c'est-à-dire les chefs de la réaction d'extrême droite, pourrait-il apparaître plus clairement encore, comme me l'a fait remarquer mon voisin Daniel Mayer. Du moins le nationalisme, crime majeur contre la sensibilité humaine et contre l'esprit, y apparaît-il dans toute sa nocivité et dans son insondable bêtise. Il est reconfortant de voir des militants socialistes, jusqu'à la dernière minute, s'exposer à la répression policière en couvrant les murs d'affiches contre la guerre.

Les circonstances font de moi un critique cinématographique occasionnel. Je confesserai que, n'appartenant pas à la nouvelle vague, j'ai été parfois un peu désorienté par les deux successions chronologiques, chevauchant l'une sur l'autre, des démarques de Villain le 31 juillet 1914 et de la vie de Jaurès. Je n'en conclus pas moins qu'il s'agit d'un très beau film.

Puisque la censure, non sans hésitations, paraît-il, a accordé son visa, je ne saurais trop recommander à nos lecteurs d'aller le voir au printemps prochain, lorsqu'il sera projeté publiquement, et aux amis du P.S.U. d'organiser autour de lui des soirées récréatives et des débats dans les ciné-clubs.

P.-L. TH.

Edouard Depreux.